



IUFRO-FORNESSA Regional Congress Bulletin

Compte rendu du Premier Congrès Régional de l'Union Internationale des Institutions de Recherche sur les Forêts (UIIRF) et du Réseau de Recherche Forestière de l'Afrique Sub-Saharienne (RRFASS) et de la Journée des Politiques Forestière de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) et de l'Instance Forestière Africaine (IFA)

Publié par l'Institut international du développement durable (IIDD)

EN LIGNE À L'ADRESSE: <http://www.iisd.ca/yimb/forest/iufrofornessa/c1/>
VOLUME 204, NUMÉRO 1, LUNDI 2 JUILLET 2012



RESUME DU PREMIER CONGRÈS REGIONAL DE L'UIIRF-RRFASS ET JOURNEE DE LA POLITIQUE FORESTIERE DE L'OIBT / IFA: 25-29 JUIN 2012

Le premier Congrès régional de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (UIIRF) - Réseau de recherche forestière de l'Afrique sub-saharienne (RRFASS) a eu lieu du 25 au 29 juin 2012 à Nairobi, au Kenya. Organisé par l'UIIRF et le RRFASS, avec le soutien d'un certain nombre d'institutions et d'organismes donateurs, le Congrès s'est tenu sous le thème: «Les forêts et les arbres: Au service des peuples d'Afrique et du monde». Il était accueilli conjointement par le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF) et le Kenya Forestry Research Institute (KEFRI). Le Congrès s'est déroulé en conjonction avec la Journée de la politique forestière de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) / Instance forestière africaine (IFA), qui a eu lieu le 28 juin 2012, sous le thème, de «l'interface politique / science de la gestion durable des forêts en Afrique».

Le Congrès a porté sur des questions touchant à la conservation et à la gestion et utilisation durable des ressources forestières et arboricoles dans la région africaine, avec pour objectif global, de montrer la manière dont la science forestière impacte les moyens de subsistance, la gestion de l'environnement et le développement en Afrique. Il a fourni aux scientifiques forestiers, aux aménagistes forestiers et aux décideurs politiques d'Afrique et du monde entier, l'occasion de partager et d'échanger les informations dont ils disposent et les expériences qu'ils ont vécues en rapport avec certaines questions essentielles touchant aux ressources forestières et fauniques en Afrique.

Durant le Congrès, les participants se sont réunis en séance plénière et dans des sessions de commissions techniques organisées autour de six thèmes spécifiques: les forêts et le changement climatique, les forêts et l'eau; la politique forestière, la gouvernance et le commerce international; la biodiversité des forêts et la conservation; l'agroforesterie, l'énergie et la sécurité alimentaire; et l'éducation, la formation et le renforcement des capacités institutionnelles.

A la fin du Congrès, le projet de Résolution de Nairobi, contenant les principaux besoins d'amélioration des biens et services provenant des forêts et des arbres dans les paysages africains, a été présenté aux participants. Les participants ont été invités à examiner le projet sur le site de l'UIIRF et à proposer les modifications qu'ils pourraient juger nécessaires à y apporter.

Le présent compte rendu résume les exposés qui ont été présentés et les discussions qui ont été tenues durant le Congrès et durant la Journée de la politique forestière.



Photo de groupe des participants au premier Congrès régional de l'UIIRF-RRFASS

BREF HISTORIQUE DU CONGRÈS RÉGIONAL DE L'UIIRF-RRFASS ET DE LA JOURNEE DE LA POLITIQUE FORESTIERE DE L'OIBT/IFA

UIIRF: Unissant les scientifiques du monde entier, l'UIIRF travaille à promouvoir la coordination et l'application de la coopération scientifique internationale à la recherche liée aux forêts et aux arbres, pour faire avancer le bien-être des forêts et des populations qui en dépendent. Le premier Congrès mondial de l'UIIRF a eu lieu en 1893, les éditions suivantes se tenant environ une fois tous les cinq ans, depuis 1948. Chaque congrès est organisé autour d'un thème spécifique et sert d'occasion de discuter, d'échanger et de diffuser les connaissances scientifiques disponibles au sein et au-delà réseau mondial des organisations membres de l'UIIRF.

A chaque période quinquennale, l'UIIRF tient au moins un congrès régional dans l'objectif de promouvoir et de renforcer la collaboration dans le domaine de la science touchant aux forêts et aux arbres. Des Congrès régionaux ont déjà eu lieu en Europe et en Amérique latine.

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du Congrès régional de l'UIIRF-RRFASS et de la Journée des politiques forestières de l'OIBT / IFA..	1
Compte rendu de la Réunion	2
La cérémonie d'ouverture	2
Les séances plénières	3
Journée des politiques forestières de l'OIBT / IFA	15
La cérémonie de clôture	15
La résolution de Nairobi	18
Réunions à venir	18
Glossaire	19

Le Bulletin du Congrès régional de l'UIIRF-RRFASS est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du Earth Negotiations Bulletin <enb@iisd.org> ©. Ce numéro est rédigé par Tomilola Akanle Eni-Ibukun, Ph.D., Camellia Ibrahim, Suzi Malan et Dorothy WanjaNyingi. Rédacteur numérique: Mike Muzurakis. Version française: Mongi Gadhoum - Correction: Myriam Gadhoum. Rédactrice en chef: Robynne Boyd <robynne@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par l'UIIRF. L'IIDD peut être contacté par courrier au 161, avenue Portage Est, 6e étage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par tél: +1-204-958-7700, ou par télécopie: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont transmises à des listes de distribution e-mail (en format HTML et PDF) et sont disponibles sur les liens du serveur WWW à l'adresse <http://www.iisd.ca/>. Pour plus d'informations sur le Bulletin, y compris sur les demandes de couverture de vos événements, contacter le directeur du Service information de l'IIDD à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York, NY 10022, Etats-Unis.

RRFASS: Le RRFASS est une plaque tournante régionale de l'UIIRF, qui a été créée dans le but de soutenir et de renforcer la recherche forestière en Afrique sub-saharienne, et de contribuer à la conservation et la gestion durable des ressources forestières dans cette sous-région.

Il s'agit d'une organisation non gouvernementale scientifique, à but non lucratif, qui comprend trois réseaux sous-régionaux: l'Association des institutions de recherche forestière d'Afrique orientale, le Réseau de recherche forestière de la Conférence des Responsables de la Recherche Agronomique Africains et la Communauté sud-africaine pour le développement.

OIBT: L'Accord international sur les bois tropicaux (AIBT), 1983, établit l'OIBT, dont le siège est à Yokohama, au Japon, pour fournir aux pays producteurs et aux pays consommateurs de bois tropicaux, un cadre pour discuter et élaborer des politiques sur les questions relatives au commerce international et à l'utilisation des bois tropicaux et la gestion durable de leur base de ressources. L'Accord a été renégocié en 1993-1994, et un accord succédant, l'AIBT de 1994, a été adopté le 26 janvier 1994 et est entré en vigueur le 1er janvier 1997. Un second accord succédant devait ensuite être adopté le 7 janvier 2006 et devait entrer en vigueur le 7 décembre 2011.

Le mandat de l'OIBT a été élargi de manière à se concentrer sur l'économie mondiale des bois tropicaux et la gestion durable de la base des ressources, en encourageant simultanément le commerce du bois et l'amélioration de la gestion des forêts. Le mandat permet également l'examen de questions relatives aux bois non tropicaux dans leur rapport avec les bois tropicaux.

IFA: L'IFA a été créée pour fournir aux parties prenantes une plate-forme pour leur implication dans l'analyse indépendante et objective, le plaidoyer et le conseil sur des questions politiques et techniques relatives à la gestion, utilisation durable et conservation de la forêt et des ressources forestières de l'Afrique. Son objectif ultime est de contribuer aux efforts visant à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement économique et social.

L'IFA travaille pour la facilitation: du réseautage entre les intervenants forestiers africains; du développement et du financement des programmes, projets et activités spécifiques qui traitent de questions prioritaires; et des plaidoyers en faveur des activités relatives à la gestion durable des forêts africaines.

COMPTE RENDU DE LA REUNION

Le Premier Congrès régional de l'UIIRF-RRFASS et la Journée de la politique forestière de l'OIBT / IFA ont englobé des cérémonies d'ouverture et de clôture, ainsi que des ateliers de formation, une réunion du conseil de l'UIIRF, des séances plénières, des sessions techniques, des sessions de posters et la Journée de la politique forestière de l'OIBT / IFA. Le présent rapport résume l'événement dans l'ordre suivant : la cérémonie d'ouverture, les séances plénières, les sessions techniques, la Journée de la politique forestière de l'OIBT / IFA, et la cérémonie de clôture.

NDLR: Le service informations de l'IIDD n'a pas couvert les ateliers de formation, la réunion du conseil d'administration de l'UIIRF et les sessions posters qui ont eu lieu durant le Congrès régional de l'UIIRF-RRFASS.

LA CEREMONIE D'OUVERTURE

Mardi 26 juin, Ben Chikamai, Directeur de l'Institut kenyan de la recherche forestière (KEFRI), a ouvert le Congrès et a souhaité la bienvenue aux participants et aux dignitaires.

Victor Agyeman, président du Réseau de recherche forestière de l'Afrique sub-saharienne (RRFASS), a présenté son organisation comme étant une organisation non gouvernementale, à but non lucratif, ouverte aux organismes opérant dans le domaine de la foresterie et de la sylviculture en Afrique. Il a exhorté les participants à coopérer dans l'édification du RRFASS en tant que réseau dynamique.

Tony Simons, directeur général du Centre international pour la recherche agroforestière (ICRAF), a remercié le Gouvernement du Kenya pour son précieux soutien à l'ICRAF. Il a souligné l'importance de la tenue du Congrès de l'UIIRF-RRFASS en Afrique, compte tenu du fait que le continent se trouve confronté à d'importants défis de dégradation des forêts et d'érosion des terres.

Niels Elers Koch, président de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (UIIRF), a souligné que le Congrès vise à donner aux scientifiques forestiers africains l'occasion d'échanger des informations, de former de nouvelles alliances, de lancer de nouveaux projets et de dégager la bonne voie à suivre dans le domaine de la gestion forestière.

Noah Wekesa, ministre des Forêts et des faune et flore sauvages du Kenya, a souligné la nécessité d'arrêter la dégradation des forêts et la déforestation, et a décrit certains des défis posés à la construction d'une société juste, progressiste et utilisant les ressources naturelles de manière durable.

LES SÉANCE PLÉNIÈRES

Mardi matin, Emmanuel Ze Meka, directeur exécutif de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), a présidé cette séance plénière. Tony Simons a présenté un exposé sur les futures approches paysagiques de la gestion des forêts et des ressources forestières, et a souligné la valeur économique et sociale des ressources arboricoles. Au sujet des principaux défis posés aux ressources forestières, il a cité, entre autres: la dégradation des terres et l'appauvrissement des sols, l'insécurité des régimes fonciers et forestiers, et l'absence d'un suivi scientifique cohérent et rigoureux de la santé des sols.

Simons a également indiqué que la mise en œuvre des approches paysagiques dans les écosystèmes nécessitait un examen de l'interaction entre la végétation, les agriculteurs et la santé de la terre. Il a cité, en guise de bon exemple de cette approche, l'Initiative 'Paysages pour les êtres humains, l'Alimentation et la nature', modérées par EcoAgriculture Partners.

La séance plénière de mercredi matin a été présidée par Godwin Kowero, Secrétaire exécutif de l'Instance forestière africaine (IFA). S'adressant aux participants sur la conservation des forêts sous l'angle du changement climatique, Emmanuel Chidumayo, IFA, a déclaré que le changement climatique affectait la régénération et la production des arbres et des forêts. Il a signalé que les arbres non adultes



Emmanuel Chidumayo,
Instance forestière africaine

sont plus vulnérables au changement climatique que les arbres adultes, et que le descriptif de l'état des espèces, par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), qui se fonde uniquement sur les espèces adultes, est, par conséquent, impropre pour ce qui concerne les effets du changement climatique.



Le parterre durant une séance plénière

S'exprimant sur le concept «refuges climatiques», qui se réfère aux zones où évoluent des populations isolées ou reliques d'anciennes espèces répandues, il a signalé que 80% des aires protégées actuelles sont à l'extérieur des co-habitats préférés, et a averti que l'expansion des aires protégées pour y intégrer des habitats favorables, dans un environnement socio-politique «sceptique» sera «un exploit à la hauteur d'un prix Nobel».

Dans le débat qui a suivi, les participants ont fait part de leurs observations sur les rôles et responsabilités des populations locales et sur la question des ressources financières destinées à la conservation des forêts. Chidumayo a soutenu qu'il est important de reconnaître que des richesses naturelle, financière, humaine et informationnelle existent en Afrique et qu'elles peuvent être investies dans la conservation des forêts et dans l'atténuation du, et l'adaptation au, changement climatique.

La séance plénière de vendredi matin a été présidée par Niels Elers Koch. Jerry Vanclay, Australie, a présenté un aperçu général des incitations en faveur des forêts de petites et grandes échelles, qui promeuvent des initiatives de foresterie commerciale. Il a souligné que les forêts devraient pouvoir fournir un revenu annuel par le biais des avantages supplémentaires qu'elles offrent, comme l'eau de l'arc-en-ciel, les plantes médicinales, l'écotourisme, les ruisseaux et les rivières, la biodiversité, l'exercice vert, le fourrage et matériaux de construction, pour l'amélioration des biens et services. Il a cité les principales questions à traiter, à savoir, la question du régime foncier, la question de la réglementation et la question des incitations, pour générer des environnements et des économies renouvelables.

Humphrey Mwaniki Ngibuini, Tanzanie, a donné un aperçu général des perspectives de l'exploitation forestière commerciale, évoquant les questions de gestion à résoudre, les incitations à prodiguer, les contraintes à maîtriser et les défis à relever. Notant que les forêts bénéficient souvent d'une faible priorité dans les processus budgétaires nationaux, il a fait état des mesures réglementaires et des ressources financières qui pourraient soutenir les petits et les grands producteurs forestiers. Parmi celles-ci, il y a lieu de citer: la résolution des problèmes fonciers; la résolution des politiques incohérentes; l'offre d'incitations fiscales; l'établissement d'une voie d'accès directe aux marchés pour les petits producteurs; le renouvellement du soutien gouvernemental au service de formation et de vulgarisation ; et l'élaboration de cadres politiques et réglementaires pour l'échange de carbone.

Dans les débats qui ont suivi, un participant a mis l'accent sur la question du financement, et signalant que les subventions des bailleurs de fonds finiront par s'épuiser,

a demandé quelles incitations peuvent être fournies au niveau local pour y assurer la durabilité. Ngibuini a cité des exemples de producteurs d'arbres disposant d'un accès direct aux marchés et aux acheteurs, qui ont ensuite réinvesti dans leurs plantations. Répondant à une question sur la REDD + (réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, et le rôle de la conservation et de l'utilisation durable des forêts et le renforcement des stocks de carbone), il a averti que le mécanisme est trop complexe, et que ce dont on a besoin, c'est «des programmes locaux, qui mènent à des résultats locaux, et qui sont financés localement».

LES SESSIONS TECHNIQUES

De mardi à vendredi, les participants se sont réunis dans des séances de commissions techniques pour examiner une série de questions touchant à la conservation et aux gestion et utilisation durables des ressources forestières et arboricoles dans la région africaine. Durant les discussions, les participants ont été invités à examiner deux questions: les mesures nécessaires à prendre pour améliorer les biens et services provenant des forêts et des arbres dans les paysages africains, et les implications pour la recherche forestière et la gouvernance en Afrique.

Le service d'information de l'IIDD a couvert 23 des 34 séances tenues. Les exposés présentés et les débats menés au cours de ces 23 sessions techniques sont résumés ci-dessous.

APERÇU GENERAL SUR LE CHANGEMENT

CLIMATIQUE: Mardi après-midi, Markku Kanninen, Finlande, a modéré cette session technique. Gabriel Akinyemi, Nigeria, dans son exposé sur le changement climatique et la gestion durable des forêts (GDF) au Nigeria, a parlé des stratégies qui encouragent la GFD, dont, notamment, le développement sylvopastoral, le boisement, le reboisement, la mise en valeur des terres dégradées et l'amélioration des techniques sylvicoles. Il a souligné que la GFD requiert un réexamen des aspects administratifs, juridiques, techniques, économiques, sociaux et environnementaux de la conservation et de l'utilisation des forêts, ainsi que l'implication de toutes les parties prenantes.

Ernest Foli, Ghana, a décrit un projet pilote portant sur l'adaptation des forêts et des populations au changement climatique, mis en œuvre dans le district Offinso au Ghana. Il a parlé des stratégies d'adaptation possibles à mettre en place, comme: la prévention et le contrôle communautaires des incendies pour faire face aux pertes forestières dues aux incendies de forêt; la mise en valeur des terres dégradées en utilisant les pratiques agroforestières et plantation d'espèces d'arbres autochtones; la domestication des plantes médicinales : la promotion de moyens de subsistance alternatifs ; et l'augmentation de la diversification des cultures avec utilisation de variétés résistantes à la sécheresse.

Steve Makungwa, Malawi, a décrit un projet pilote sur l'adaptation des forêts et des populations au changement climatique, mis en œuvre dans le bassin versant du Lac Chilwa au Malawi. Evoquant l'interdépendance de l'eau, de la foresterie, de l'agriculture, de la pêche et des activités humaines auxiliaires, il a souligné la nécessité d'une approche holistique de l'adaptation. Makungwa a parlé de stratégies d'adaptation spécifiques, dont: l'amélioration du suivi de la santé publique ; la promotion de programmes communautaires dans les domaines de l'eau et de l'assainissement ; et le renforcement de la santé publique et de la sensibilisation.

Gérard Gouwakinnou, Bénin, a décrit certaines des caractéristiques écologiques et les implications pour les modèles de durabilité de l'habitat de l'espèce *Sclerocarya birrea birrea*, ou arbre de Marula, dans la savane africaine. Il a expliqué que des modèles de durabilité de l'habitat sont maintenant utilisés pour expliquer ou prédire le mouvement des espèces causé par le changement climatique.

Fobissie Kalame, Burkina Faso, a présenté une étude parlant des connaissances locales et des perspectives en matière de vulnérabilité et d'adaptation au changement climatique dans les services chargés des écosystèmes forestiers, dans son pays. Il a mis en exergue certains des enseignements tirés de l'étude dont, notamment: le fait que la diversification des moyens de subsistance est importante pour motiver la mise en œuvre des mesures d'adaptation dans les systèmes forestiers ; et le fait que les stratégies d'adaptation fondées sur la science peuvent être guidées par les stratégies actuelles d'adaptation locales.

Anne-Marie Tiani, CIFOR, a parlé du projet de son organisation, intitulé 'le changement climatique et les forêts dans le bassin du fleuve Congo: Les synergies entre l'adaptation et l'atténuation', et a déclaré que, bien que la REDD + soit une option pour la réduction de la déforestation, des politiques et pratiques rationnelles d'adaptation et de développement sont nécessaires pour s'assurer que la vulnérabilité des communautés locales n'augmente pas encore davantage.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont émis des observations sur: l'importance de la délégation du renforcement des capacités au niveau local, et du partage



Anne-Marie Tiani, Cameroun

des bonnes pratiques locales ; et la nécessité de déterminer et de partager, avec les communautés locales, les données concernant les pertes causées par la mauvaise gestion des forêts.

L'AGROFORESTERIE: LA SCIENCE, LA POLITIQUE ET LA PRATIQUE: Mardi après-midi, Björn Hanell, Suède, a modéré cette session. August Temu, ICRAF, a présenté un exposé sur les évolutions à venir que vont connaître les ressources forestières et arboricoles, se concentrant principalement sur les pressions exercées sur les terres boisées et les forêts sèches. Il a soutenu qu'à l'avenir il n'y aura plus d'arbres sur les terres agricoles, en raison : de la migration urbaine; de la demande croissante de produits forestiers ; des efforts de conservation fournis dans le cadre de la préservation des services écosystémiques et de la promotion

de zones tampons vertes; de l'expansion des cultures arboricoles ; et des actions combinées et autres innovations locales des arboriculteurs.

Achille Ephrem Assogbadjo, Bénin, a présenté ses recherches sur les arbres sauvages comestibles, menées dans les trois zones climatiques du Bénin. Son étude: a examiné la richesse en espèces; a identifié les espèces d'importance culturelle ; et a dégagé les facteurs socio-économiques qui sous-tendent les préférences locales de certaines espèces.

Joseph Hitimana, Kenya, a présenté un exposé sur la *Calliandra calothyrsus*, une espèce fourragère polyvalente qui est populaire parmi les producteurs laitiers, en raison de sa haute valeur nutritive et de sa capacité à pousser et croître dans une diversité d'écosystèmes. Il a décrit une étude pilote menée auprès de 15 agriculteurs et visant à élaborer des modèles d'estimation de la biomasse fourragère nécessaire à la région.

Samson Gwali, Ouganda, a parlé de la diversité et de l'abondance des arbres dans les petites exploitations agricoles de café. Il a expliqué la manière dont la proximité des exploitations agricoles à des forêts naturelles non-dégradées influençait et donnait lieu à une plus grande diversité d'espèces, permettant, par exemple, aux agriculteurs de procéder à la cueillette et la plantation de café sauvage pour faire face à la trachéomycose. Gwali a également démontré la façon dont l'insécurité foncière influait sur les préférences des gens de planter en intercalaire des arbres fruitiers qui produisent des revenus à court terme.

Nathalie Ewane Nonga, Cameroun, a parlé de la manière dont l'agroforesterie du cacao offrait des possibilités de diversification de la production agricole et d'amélioration des moyens de subsistance des ménages. S'agissant des services écosystémiques, elle a montré comment les arbres plantés pour produire de l'ombre se sont avérés avoir une plus grande capacité de stockage du gaz carbonique qui se trouve au dessus du sol, et a souligné que la science et la politique devraient accorder davantage d'attention aux systèmes d'agroforesterie mis au point par les agriculteurs.

Chemuku Wekesa, Kenya, a présenté une étude sur trois variétés de l'espèce *Acacia Sénégal* et de leur rendement en gomme, étude qui visait à examiner le potentiel de production de gomme arabique dans les zones où cette espèce se trouvait être sous-utilisée. Il a conclu que de nouvelles directives régissant la gestion de la production de la gomme offraient désormais des possibilités de développer des revenus alternatifs et de réduire la pauvreté.

Les débats qui ont suivi les exposés ont porté sur la politique d'agroforesterie, sur les lacunes des politiques et sur les voies et moyens de mettre en place des politiques agroforestières plus efficaces. Au sujet de l'amélioration des biens et services provenant des forêts, les participants ont souligné que l'agroforesterie nécessitait une collaboration intersectorielle. Temu a fait observer que les politiques sectorielles existantes devraient être modifiées pour mieux intégrer l'agroforesterie. Les participants ont également souligné que les capacités nationales en matière de recherche et développement en agroforesterie doivent être renforcées et mises en œuvre. Au sujet des implications pour la recherche forestière et la gouvernance, un participant a souligné que les considérations économiques étaient essentielles et que des travaux de recherche sont menés, mais que les efforts ne sont pas suffisants, côté commercialisation. Un autre participant a soutenu qu'on ne fait pas assez pour l'intégration des forêts et de l'arboriculture dans les budgets nationaux.

NOUVELLES FRONTIÈRES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ DES FORÊTS: Jolanda Roux, Afrique du Sud, a modéré cette session, mardi après-midi. Dans son exposé sur la santé des plantations arboricoles en Afrique, elle a parlé d'une augmentation spectaculaire du nombre de plantations forestières non autochtones en Afrique, signalant que la gestion des forêts exigeait une étroite collaboration assortie d'une vision à long terme, avec la recherche pour le développement durable, une amélioration de la procédure de mise en quarantaine, pour contrôler les agents pathogènes et les nuisibles, et un investissement dans le renforcement des capacités.



Jolanda Roux, Afrique du Sud

Cosmas Abengmeneng, Ghana, a parlé des effets de la maladie du dépérissement de la tige de l'arbre Kapok dans son pays, montrant que la résistance à la maladie variait selon les zones écologiques et que les taux de survie augmentaient avec l'âge chez la descendance.

Bernard Slippers, Afrique du Sud, a parlé du potentiel de la génomique pour la recherche sur la santé des arbres, faisant remarquer que la réduction du coût du séquençage de l'ADN et la révolution survenue dans la mise au point des marqueurs ont permis l'identification d'un certain nombre d'espèces qui étaient auparavant considérées comme homogènes. Il a ajouté que le séquençage des bactéries pathogènes a amélioré la compréhension des gènes toxiques, de leur localisation dans le génome et des mécanismes d'infection.

Tod Ramsfield, Canada, a présenté un exposé sur la détection d'agents pathogènes exotiques, fondée sur l'ADN, faisant état d'une variété de méthodes de génétique moléculaire, tels que les diagnostics fondés sur le PCR, les codes-barres et les séquences de l'ADN, les macro-réseaux et les micro-réseaux de l'ADN et le séquençage de la prochaine génération. Il a indiqué que les marqueurs PCR étaient idéals pour les agents pathogènes qui sont difficiles à identifier à l'aide des techniques morphologiques fondées sur la culture, et a ajouté que les méthodes fondées sur l'ADN ont augmenté les chances d'éradiquer les agents pathogènes.

Luke Jimu, Zimbabwe, a déclaré que le chancre de la tige *Teratosphaeria* est une des maladies les plus virulentes de l'Eucalyptus en Afrique, qui cause des lésions qui affectent la solidité et la qualité du bois. Il a indiqué que bien que la maladie ait été isolée la première fois en Afrique du Sud, ses agents pathogènes sont endémiques en Asie et en Amérique du Sud, et la maladie a augmenté sa gamme d'hôtes et a élargi son champ géographique.

STRATÉGIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PLANTATIONS FORESTIÈRES: Mardi après-midi, Mike Wingfield, Afrique du Sud, a modéré la séance. Dominic Gondwe, Malawi, a présenté un exposé sur le potentiel des techniques agricoles écologiquement rationnelles d'utiliser une espèce d'arbres fruitiers autochtones par dessiccation des semences, soulignant la nécessité de poursuivre les recherches sur le comportement des semences. Il a précisé que la germination optimale peut être obtenue après séchage partiel de la graine, et a souligné l'importance d'améliorer la sensibilisation aux espèces cultivées comestibles.

Mahamane Larwanou, Niger, a parlé de la variabilité de la croissance et de la provenance de la sélection de l'espèce *Acacia nilotica*, (Acacia parfumé) dans l'objectif d'utiliser les arbres à des fins de mise en valeur des terres. Il a décrit les préférences écologiques de l'arbre pour les parcours boisés, les savanes et les forêts broussailleuses sèches, ainsi que les habitats riverains et les zones saisonnièrement inondées.



Mike Wingfield, Afrique du Sud

Shalom Addo-Danso, Ghana, a présenté une étude sur les effets des plantations mixtes des espèces *diderrichii Nauclea* (pêcher africain) et *Pericopsis elata* (teck africain), et a conclu que bien que l'étude ne propose pas de différence significative de croissance et de productivité des régimes de plantation, les plantations multi-espèces peuvent atteindre divers objectifs écologiques, économiques et sylvicoles.

Gisèle Sinasson, Bénin, a parlé de l'écologie et de la structure des plantations de teck privé dans son pays. Identifiant six communautés végétales de sous-bois et décrivant leurs caractéristiques de croissance, elle a conclu que la composante sous-bois peut être un indicateur de différents niveaux de productivité des plantations de teck.

Au sujet de l'estimation de la diversité génétique des arbres de kapok, *Ceiba pentandra*, une espèce d'importance économique utilisée principalement pour la production du contreplaqué, et des raisons naturelles du dépérissement de cette espèce, Cosmas Abengmeneng, Ghana, a déclaré que la grande diversité au sein des populations était sans doute causée par les insectes pollinisateurs et l'intervention humaine.

Les participants ont parlé d'une meilleure compréhension de la germination des graines et des caractéristiques génétiques et biologiques des plantes, ainsi que de la nécessité d'une information de référence sur les pratiques de gestion sylvicole, en tant qu'aspects essentiels qui permettront d'améliorer les



Mahamane Larwanou, Niger



Dominic Blay, Ghana

biens et services fournis par les forêts africaines. Ils ont conclu que parmi les implications pour la recherche forestière et la gouvernance en Afrique, il y a lieu de citer: la mise au point de technologies améliorées qui captent la valeur ajoutée des forêts ; l'élaboration de techniques de recherche pour les moyen et long termes ; et l'encouragement des pratiques forestières sur les terres marginales.

L'HYDROLOGIE ET LES SERVICES

ÉCOSYSTÉMIQUES DES FORÊTS: Mardi soir, Jean-Michel Carnus, France, a modéré cette session. Jefferson Hall, Panama, a parlé de l'importance de «l'effet éponge» des sols forestiers pour l'absorption, le stockage et la libération de l'eau pendant la saison sèche. Il a fait remarquer que cela présentait des avantages pour la biodiversité et pour la séquestration du carbone, et que des études menées sur le carbone à travers diverses utilisations des terres ont montré que les espèces autochtones sont plus efficaces en matière de séquestration du carbone.

Bilassé Zongo, Burkina Faso, a présenté un rapport sur l'importance des aires protégées dans la régulation de la qualité de l'eau et de structure des micro-algues des mares temporaires, dans son pays. Il a signalé que les étangs situés à l'intérieur de ces réserves ont une eau de meilleure qualité en raison de l'abondance et de la diversité des plantes riveraines qui empêche la matière organique et les nutriments d'entrer dans l'étang, et de la faune aquatique qui se nourrit de macro-algues. Il a ajouté que la biodiversité jouait un rôle important dans le maintien de la santé des écosystèmes.

Syed Ashraf Al Alam, Soudan, a présenté l'évaluation d'un modèle de bilan hydrique pour l'estimation de l'évapotranspiration moyenne annuelle et le ruissellement de surface et le drainage dans la végétation dominée par l'Acacia des forêts de la région de la ceinture de gomme arabique au Soudan. Il a indiqué que la région souffrait d'une dégradation considérable, mais que la restauration des forêts pouvait améliorer les conditions hydriques du sol.

John Otuoma, Kenya, a parlé des effets de la dégradation des bassins versants sur les fonctions hydrologiques dans le Sud-Ouest de Mau, un château d'eau importante au Kenya. Il a indiqué que la dégradation des bassins versants suscitait des préoccupations d'ordre écologique et économique dans les pays riverains du Nil, en raison de l'augmentation de la charge de sédiments dans les écosystèmes des zones humides du lac Victoria. Il a montré que la dégradation des forêts n'a pas affecté la quantité des précipitations, mais juste leur répartition.

LA REDD + ET LE REBOISEMENT EN AFRIQUE:

Dominic Blay, Ghana, a modéré cette session tenue mardi soir sur la REDD + et les activités de reboisement en Afrique. John

Stanturf, Etats-Unis, a décrit la méthode de restauration du paysage forestier, précisant qu'il s'agit d'une approche viable de l'inversement du déboisement et de la dégradation des forêts. Il a expliqué que la REDD + et autres recouvrement des services écosystémiques (RSE) peuvent être utilisés à financer cette approche de manière plus adéquate.

Abdon Awono, Cameroun, a donné un aperçu de deux projets de REDD + dans la région sud du Cameroun, l'un mené par le gouvernement, et l'autre, par une organisation non gouvernementale. Il a présenté quelques-uns des enseignements tirés de ces projets et, notamment: que les collectivités locales ont souvent des attentes trop élevées de la REDD +, la considérant comme une occasion d'augmenter les revenus et de restaurer les communautés ; que les collectivités locales ont besoin de renforcer davantage les capacités et la formation ; et que le cadre national doit être reliée à la REDD +.

Anders Malmer, Suède, a décrit un projet de recherche multi-disciplinaire mené au Burkina Faso qui a porté sur les liens entre les processus biophysiques et socio-économiques à l'échelle du paysage, en se concentrant spécifiquement sur la valeur des arbres dans les paysages complexes. Soulignant l'importance de la gestion des matières organiques, il a indiqué que le projet a constaté que le maintien de la densité des arbres contribuait de manière significative au stockage du carbone des sols, fournissait d'autres co-avantages de la matière organique des sols, et pouvait également empêcher la dégradation.

Malmer, au nom de Steffen Lackmann, Etats-Unis, a présenté une étude qui a déterminé le seuil de référence pour le carbone dans un parc national du Guatemala, ainsi que les effets des incendies. Il a signalé que la simple conservation des forêts pouvait ne pas suffire, surtout dans les collectivités tributaires de ces forêts pour leurs moyens de subsistance. Il a mis en exergue la nécessité de restaurer et de gérer activement les forêts, expliquant que la restauration des forêts dans des paysages mixtes et gérés de façon intensive pouvait non seulement stocker le carbone, mais aussi réduire les risques d'incendie.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont examiné les questions proposées. Au sujet de ce qui est nécessaire pour améliorer les biens et services provenant des forêts et des arbres dans les paysages africains, un participant a proposé d'attribuer une valeur monétaire aux forêts, valeur qui devrait aller au-delà de la valeur du bois et comprendre les utilisations ou services immatériels. Un autre participant a souligné la nécessité de concevoir les projets d'une manière qui montre aux communautés les avantages de la conservation sur la culture ou la dégradation.

GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES:

Richard Guldin, Etats-Unis, a modéré cette session, mardi soir. Mirjam Ros-Tonen, Pays-Bas, a suggéré la gouvernance interactive en guise d'approche holistique de l'analyse des conflits dans la zone forestière élevée du Ghana. Elle a parlé des implications des systèmes de gouvernance complexes, comme la perte de l'accès et des droits, pour les groupes de la population locale, l'absence d'une indemnisation adéquate et la survenue de conflits. Ros-Tonen a appelé à de nouvelles recherches sur les conflits et les dynamiques institutionnelles, et a encouragé la compréhension du contexte des conflits et des processus de médiation avant de déterminer les interventions.

Au sujet de la gestion du système taungya modifié du Ghana et des voies et moyens de traiter le problème du déboisement, Thomas Insaïdoo, Ghana, a donné des précisions sur les défis posés, tels que: le laps de temps, en revenu, de la fermeture



Richard Guldin, Service Forestier des Etats-Unis

du couvert à la récolte du bois ; l'insécurité due à l'absence d'accords signés ; l'absence de partage des avantages entre les agriculteurs ; la distance entre le village et le site du système taungya modifié ; et le fait que les agriculteurs ne sont pas autorisés à planter le manioc.

Joséphine Musyoki, Kenya, a présenté un exposé sur les facteurs déterminants dans les décisions des ménages à adhérer à des associations de foresterie communautaire, recommandant que le gouvernement kenyan devrait chercher des moyens pour encourager la participation des jeunes, aux fins d'améliorer la durabilité des activités de gestion participative des forêts et d'assurer la sécurité foncière.

Joram Kagombe, Kenya, a partagé les expériences vécues dans le cadre de projets de gestion participative des forêts au Kenya, portant sur l'évolution des stratégies de gestion forestière et des moyens de subsistance des communautés, ainsi que sur les contributions de la gestion participative des forêts à l'amélioration de l'état des forêts et des moyens de subsistance de la communauté. Parmi les avantages, il a évoqué par anticipation: amélioration des marchés pour les produits forestiers; mobilisation du RSE ; avantages provenant de l'écotourisme ; et partage des recettes entre les associations de foresterie communautaire et le Service forestier kenyan.

Rukia Kitula, Tanzanie, a parlé des pratiques de gestion des forêts de mangroves dans le delta du Rufiji en Tanzanie, soulignant l'importance des stratégies mises en place pour l'amélioration des pratiques de gestion, notamment, en facilitant la communication, l'élaboration de règles, le traitement des infractions et la reddition de comptes.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont présenté leurs observations sur les attentes irréalistes de réduction de la pauvreté par l'exploitation forestière, et sur l'influence de facteurs externes qui sont de mise dans la foresterie en Afrique. Au sujet des échecs de la gestion participative des forêts, les participants ont cité la perte de capacités et des perceptions erronées de la gestion forestière. Un participant a qualifié les longs cycles de récolte des plantations de problématique, et un autre, a souligné la nécessité d'une approche fondée sur le partenariat et sur la résolution des conflits, dans la gestion forestière.

GESTION POLYVALENTE D'UNE ESPECE D'ARBRE FORESTIER : Mardi soir, Yousry El-Kassaby, Canada, a modéré cette session. Luc Jimu, Zimbabwe, a présenté une recherche qui a déterminé la classe, la répartition, la taille, la régénération et la diversité structurale de l'espèce *Prunus Africana* (Red stinkwood). Signalant que les résultats de cette recherche ont montré une régénération médiocre sur

tous les sites, qui explique en partie la rareté de l'espèce, Jimu a conclu que ces résultats peuvent aider à orienter les stratégies futures de conservation des espèces.

Gérard Gouwakinnou, Bénin, a présenté les résultats d'une enquête ethnobotanique et d'une étude écologique quantitative de l'espèce *Prosopis africana* (Mesquite africaine), dans le cadre de la Réserve biosphérique de la Région «W». Il a recommandé que l'espèce soit introduite dans l'agroforesterie à petite échelle, non seulement en guise de stratégie pour la conservation de l'espèce, mais aussi en raison de sa valeur en tant que bois de chauffage, fourrage et médicament, et de sa capacité à améliorer la fertilité des sols.

Royd Vinya, Zambie, a décrit la recherche sur l'espèce *Ipomoea batatas* (Patates douces) et sur l'espèce *Sesbania sesban* (Hempwood égyptien). Il a résumé la façon dont les patates douces influent sur la dynamique du phosphore dans les sols acides et dont elles peuvent améliorer la performance écologique des jachères améliorées au hempwood. Vinya a conclu que les résultats pourraient fournir une alternative biologique saine et abordable aux engrais phosphorés.

Adejoke Akinyele, Nigeria, a présenté les diverses méthodologies employées dans l'établissement d'un protocole pour la propagation in vitro de l'espèce *Parkia biglobosa* (néré). Elle a expliqué la manière dont ses recherches ont déterminé les concentrations d'hormones végétales qui induisent la prolifération et la multiplication des pousses.

Mamo Kebede, Ethiopie, a décrit une étude sur la diversité floristique et structurale des plantes vasculaires dans une forêt afro-montagnarde menacée située dans la région de Wondo Genet, en Ethiopie. Il a précisé que la recherche a également examiné les caractéristiques de régénération et la banque de graines du sol. Kebede a conclu que ce vestige forestier contient une composition et une diversité substantielles d'espèces végétales, englobant neuf espèces endémiques, et a ajouté que des études ethnobotaniques sont nécessaires.

CREER DES SYSTEMES DE SURVEILLANCE A L'ÉCHELLE NATIONALE POUR DETECTER LES CHANGEMENTS SURVENUS DANS LES PAYSAGES FORESTIERS ET BOISES AFRICAINS: David MacFarlane, Etats-Unis, a modéré cette session mercredi matin. Dans son exposé, il a parlé d'équations de biomasse généralisées et biologiquement motivées permettant de procéder à des inventaires des stocks de carbone forestiers, cohérents à l'échelle nationale et précis à l'échelon local, à travers les divers paysages. Il a décrit l'utilisation d'équations



Des participants en réseautage durant une pause entre les présentations d'exposés..

allométriques pour mesurer la quantité de carbone dans les arbres. MacFarlane a ensuite identifié deux exigences concurrentes, la cohérence et la précision, expliquant que si les équations d'ordre général doivent être utilisées pour assurer la cohérence sur de vastes régions ou pays, les estimations obtenues de l'échelon local sont plus précises parce que les arbres de la même espèce n'ont pas la même masse dans les différentes régions. Il a conclu que la cohérence nationale peut être assurée à travers l'utilisation d'équations de biomasse généralisées.

David Skole, Etats-Unis, a présenté un exposé sur les liens existant entre le carbone, les forêts et les moyens de subsistance, faisant état de l'impact du changement d'affectation des terres sur les émissions de carbone. Rappelant que les objectifs du Millénaire pour le développement ont mis en place deux objectifs étroitement liés l'un à l'autre, à savoir la lutte contre la pauvreté et la durabilité de l'environnement, il a affirmé que la simple gestion du carbone n'est pas suffisante et que le programme doit se concentrer sur les petits exploitants des zones rurales. Skole a décrit différentes approches telles que: la séquestration du carbone par le reboisement, l'utilisation durable des terres, l'agroforesterie et les activités de subsistance connexes, et le reboisement, l'utilisation durable des terres et l'agroforesterie, en guise de stratégies d'adaptation au changement climatique.

Skole a montré une vidéo sur l'outil permettant de mesurer, de communiquer les données et de vérifier la gestion du carbone des forêts, vidéo qui expliquait que l'outil a été conçu pour une grande variété d'utilisations, telles que la mise en œuvre des projets internationaux de REDD +, et le suivi et l'évaluation des projets de développement. La vidéo et l'exposé qui l'accompagnait ont donné un aperçu des fonctions et usages de l'outil, et ont également expliqué la manière dont il pouvait être appliqué.

Shem Kuyah, ICRAF, a présenté une étude comparative entre les méthodes destructives et les méthodes non destructives pour l'étalonnage des équations régionales de la biomasse des arbres dans les paysages agricoles tropicaux. Il a évoqué certains des inconvénients des approches traditionnelles des équations allométriques, telles que l'échantillonnage destructif. Kuyah a ensuite décrit l'approche fondée sur l'analyse de la branche fonctionnelle, expliquant qu'il s'agissait là d'une approche non-destructive viable pour la création d'équations spécifiques à l'espèce permettant l'estimation de la biomasse des arbres, par voie aérienne.

Vincent Oeba, Kenya, a parlé de certains modèles spatio-temporels de croissance et de rendement, utilisés pour la simulation de changements à grande échelle dans les forêts de plantation au Kenya. Il a expliqué que la foresterie de plantation est devenue une caractéristique dominante des paysages tropicaux en raison de l'approvisionnement en bois, des loisirs, du bois de chauffage et de l'augmentation des stocks de carbone. Oeba a souligné que les modèles de croissance et de rendement sont importantes parce que des plantations bien planifiées et gérées de manière efficace peuvent satisfaire la demande de différents produits, tels que le bois, la pâte, le bois de chauffage et les fibres.

LES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES: LES IMPACTS ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX:

Mercredi matin, Clément Chilima, Malawi, a modéré cette session. Paul Bosu, Ghana, a indiqué que l'espèce *Broussonetia papyrifera* (mûrier à papier) est envahissante au Ghana et qu'elle a un impact sur

la régénération naturelle des espèces autochtones. Il a montré que l'élimination physique de la plante par une coupe suivie d'une pulvérisation de la souche avec des herbicides, peut potentiellement arrêter la régénération de mûrier à papier et permettre la repousse d'espèces autochtones.

John Richard Mbwambo, Tanzanie, a présenté un exposé sur la menace potentielle de l'espèce *Castilla elastica* (Caoutchoutier du Panama) pour la diversité des plantes dans une forêt tropicale humide de Tanzanie. Il s'est référé à une étude sur le jardin botanique d'Amani dans laquelle une perturbation de la forêt est montrée pour l'amélioration de l'abondance des plantes exotiques et augmenter ainsi le taux de perte des forêts tropicales humides.

Kenneth Mutitu, Kenya, a parlé de l'espèce *Thaumastocoris peregrinus* (bug hivernal de bronze envahissant), un ravageur qui nuit à l'eucalyptus en Afrique, attirant l'attention sur sa prolifération rapide de l'hémisphère Sud et sur sa propagation actuelle dans l'hémisphère Nord. Il a indiqué que les expériences sur terrain et en serre ont montré que la lutte biologique à l'aide de la guêpe parasite *Cleruchoides noackae*, est l'option la plus appropriée et la plus durable.

Emmanuel Suka, Cameroun, a présenté un exposé sur le sauvetage des produits non ligneux des forêts de l'espèce *Chromolaena odorata* (mauvaises herbes du Siam), une mauvaise herbe envahissante qui prolifère dans la région sud-ouest du Cameroun, par la lutte biologique et des méthodes non chimiques à prix abordable. Il a indiqué que ses recherches ont montré que le désherbage manuel de routine et l'élimination des ramifications ont grandement éliminé les mauvaises herbes dans la région, réhabilité et stabilisé les forêts, et augmenté le développement économique.

Abiodun Oladoye, Nigeria, a montré que la forêt de l'Université d'Agronomie d'Abeokuta, est diversifiée dans la composition des espèces, bien que la diversité des arbustes et des carex soit inférieure à celles des herbes et des graminées. Il a indiqué que la grande richesse en espèces y rendait compte d'un modèle de répartition hétérogène dans la composition des espèces, et qu'elle pourrait être due à des facteurs climatiques.

Gabriel Muturi, Kenya, a parlé des effets des espèces

Prosopis spp., la litière des arbres sur l'épine parapluie, *tortillis Acacia*, dans la forêt riveraine de Turkwel dans le nord du Kenya. Il a signalé que dans les zones où les *Prosopis* sont dominants, le sol est nu et la densité des semis est élevée, tandis que dans les zones à dominance d'Acacia, le couvert herbacé est haut, bien que l'on y trouve que quelques jeunes plants. Il a ajouté que les semis



Kenneth Mutitu, Kenya



Gabriel Muturi, Kenya

de *Prosopis* peuvent être trouvés dans les zones d'Acacias, mais que l'inverse n'est pas vrai, concluant que la litière du *Prosopis* réduisait la germination des semis d'acacias.

LES ARBRES DANS LES SYSTEMES TRADITIONNELS D'AFFECTATION DES TERRES EN AFRIQUE TROPICALE: ENTRE LES PRATIQUES TRADITIONNELLES ET LES NOUVEAUX DÉFIS:

Mercredi matin, cette session a été modérée par John h, UIRF. Samson Gwali a présenté un exposé sur l'utilisation des arbres traditionnels de karité et sur les pratiques de conservation, décrivant différents rituels, tabous et traditions. Il a souligné que les pratiques traditionnelles volontaires de conservation des arbres sont efficaces et qu'elles doivent être reconnues et intégrées dans les politiques de conservation formelles qui ont, actuellement, tendance à être descendantes.

Coert Geldenhuys, Afrique du Sud, a présenté un rapport sur la gestion intégrée polyvalente des ressources forestières de Miombo au Mozambique et en Zambie. Il a signalé que les pratiques locales de gestion des ressources ont souvent été ignorées et que les forêts à espèces mixtes sont souvent perçues, à tort, comme dégradées, menant à un aménagement favorisant la production d'une espèce exotique monospécifique. Geldenhuys a montré que dans une agriculture à brûlis bien gérée, la biodiversité et la productivité récupèrent rapidement.

Samson Gwali a présenté un deuxième exposé sur les arbres de karité, se concentrant sur la nomenclature locale des ethno-variétés, fondée sur les caractéristiques des fruits et des noix. Il a indiqué que son étude a identifié 44 ethno-variétés dans trois systèmes d'exploitation, et que bien qu'elle n'ait pas montré une congruence entre les variations morphologiques et les classifications populaires, des plans ont été établis pour la conduite de tests biochimiques. Gwali a expliqué qu'étant donné que le karité a une grande valeur commerciale, les chercheurs travaillent avec les agriculteurs locaux pour déterminer les variétés les plus efficaces à utiliser pour la sélection et la reproduction.

Après les exposés, les participants ont discuté de la façon dont les études de cas illustraient: les liens entre les savoirs traditionnels et les moyens de subsistance; la dynamique des systèmes utilisés par les communautés locales dans l'affectation des terres ; et la nécessité d'un changement dans les perceptions et les valeurs des politiques de conservation.

ARBRES, FORÊTS ET MOYENS DE SUBSISTANCE:

Cette session a été modéré par Tuija Sievänen, Finlande, mercredi matin. Zenebe Mekonnen Gebret Sadik, Ethiopie, a parlé des stratégies de plantation d'arbres, utilisées dans les systèmes agricoles pour la sécurité énergétique et alimentaire dans les régions montagneuses de l'Ethiopie, signalant que 90% du bois de feu et des outils agricoles sont produits par les arbres plantés dans les parcelles agricoles, contribuant à 30% des revenus des ménages. Il a souligné la nécessité de résoudre les conflits fonciers et de soulager le fardeau des femmes dans les pratiques agricoles du milieu rural.

Dieunedort Njankoua Wandji, Sénégal, a présenté un exposé sur les contributions économiques des forêts au Sénégal au revenu national, encourageant l'intégration des services écosystémiques, y compris la conservation de l'eau, de la biodiversité et des sols, l'écotourisme et les valeurs culturelles et spirituelles, dans les audits nationaux.

Dans son exposé sur la valeur écologique et socio-économique de l'espèce résistante à la sécheresse *Balanites aegyptiaca* (dattier du désert), dans la région de Tahoua au

Niger, Mahamane Larwanou, Niger, a souligné son importance quant à sa contribution aux stratégies de subsistance durant les périodes critiques, à travers la récolte d'une grande variété de produits tirés de ses feuilles, de ses fleurs et de ses fruits, ainsi que de son bois de haute qualité. Au sujet des stratégies de gestion, il a parlé de la nécessité de poursuivre les recherches en vue d'améliorer les biens et services offerts par l'espèce, en particulier à travers sa domestication et sa mise en valeur.

Parlant des pratiques économiques et environnementales qui ont conduit à la dégradation des écosystèmes de l'espèce *Gnetum spp.* au Cameroun, Abdon Awono, Cameroun, a proposé l'arrêt des techniques de récolte nocifs dont, notamment, le déracinement, la coupe des lianes au niveau du sol, la coupe exclusive des feuilles matures, l'abattage des arbres ou la coupe des grosses branches. Il a recommandé l'élaboration de politiques capable de donner lieu à des pratiques de production améliorées.

Victor Kemeuze, Cameroun, a parlé du rôle des forêts sèches dans les moyens de subsistance et dans les services écologiques au Cameroun, décrivant 143 espèces d'arbres donnant une large gamme de produits, y compris la gomme arabique, le beurre de karité, les fruits, les noix et les bois et dérivés. Il a mis en relief les co-avantages des forêts sèches dans l'atténuation des menaces posées par le changement climatique, recommandant une meilleure planification et de meilleurs services forestiers au niveau national.

Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont évoqué le manque d'accès aux marchés et de recherches ciblées sur les défaillances du marché. S'agissant des aspects politiques, un participant a souligné la nécessité de comprendre la valeur ajoutée des services rendus par les écosystèmes forestiers, et a appelé à une recherche au niveau macro et à la normalisation des méthodes utilisées dans les différentes études menées en Afrique, aux fins d'améliorer la crédibilité et la comparabilité.

EDUCATION, FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES: Jeudi matin, Piotr Paschalis-Jacobowics, Pologne, a animé la session consacrée au thème de l'éducation, formation et renforcement des capacités. August Temu a parlé des réalités, défis et opportunités de l'enseignement forestier et de la recherche agronomique en Afrique subsaharienne, soulignant que les institutions forestières y sont souvent de petite taille et qu'elles manquent de personnel et de capacités. Il a appelé à une réforme institutionnelle qui devrait inclure: la révision des stratégies de recherche; le recyclage des éducateurs et des chercheurs, le développement de nouvelles ressources d'apprentissage; l'enseignement, au niveau des écoles, de certains aspects de la foresterie ; l'intégration des principes forestiers de base dans les programmes de toutes les universités et instituts techniques ; la formation de spécialistes capables de gérer les grandes forêts et autres entreprises importantes ; et l'augmentation de l'investissement dans la formation technique.



Marta Zdravkovic, Réseau Africain de Sensibilisation à l'Agriculture, à l'Agroforesterie et aux Ressources Naturelles (ANAFE)

Marta Zdravkovic, Réseau africain pour l'Éducation dans les domaines de l'agriculture, de l'agroforesterie et des ressources naturelles, a décrit une étude qui a porté sur l'enseignement forestier en Afrique sub-saharienne, plaçant un accent particulier sur la dynamique de l'enseignement forestier supérieur dans la sous-région. Elle a expliqué que l'étude a porté sur une variété de questions, y compris l'inscription aux cours et l'obtention du diplôme, les programmes forestiers et les aptitudes et les compétences du personnel. Elle a indiqué que l'étude a montré, entre autres choses, la nécessité d'un changement dans les programmes forestiers de la plupart des institutions examinées.

Joe Cobbinah, Ghana, a parlé des potentialités et avantages que présentent les plantes tropicales africaines aux pauvres, dont, notamment, la nourriture, les fibres, les combustibles, les médicaments et l'emploi. Faisant état d'un déclin des ressources végétales et de la dépendance des communautés forestières par rapport à ces ressources, Cobbinah a souligné l'importance d'un meilleur accès à l'information, affirmant que cela permettrait d'améliorer la conservation, la gestion et les opportunités de revenus pour les pauvres. Il a présenté l'initiative 'Ressources végétales de l'Afrique tropicale (PROTA)' qui, at-il dit, vise à rassembler et à diffuser les données relatives aux plantes tropicales africaines.

Stella Britwum Acquah, Ghana, a décrit une étude de PROTA visant à renforcer le programme de recherche sur les ressources végétales de l'Afrique tropicale, et qui a consisté en l'analyse des thèses de 1530 étudiants, soumise aux facultés d'agronomie relevant de trois universités ghanéennes, dans le but de déterminer les priorités de recherche de ces facultés. Acquah a indiqué que l'étude a montré que la recherche de ces universités portait essentiellement sur cinq cultures, à savoir, le manioc, le maïs, le niébé, la tomate et la patate douce, cultures sur lesquels l'information est déjà amplement disponible. Elle a par conséquent souligné la nécessité de diversifier et d'étendre la recherche à des espèces sous-exploitées qui ont un fort potentiel de lutte contre les carences nutritionnelles, contre la faim et contre la pauvreté en Afrique.



Stella Britwum Acquah, Ghana

Dans son exposé sur l'utilisation des études de cas pour renforcer les capacités en matière de gestion des ressources génétiques forestières, Per Rudebjer, Bioversity International, a souligné la nécessité: d'intégrer la conservation des forêts et la diversité des ressources génétiques plutôt à travers la gamme des cours disponibles, qu'à travers la création de formations spécifiques; d'introduire les concepts de ressources génétiques forestières dans des conférences ou séminaires spécifiques à l'intérieur des cours; et de former les enseignants sur la façon de couvrir les ressources génétiques forestières dans leurs cours. Rudebjer a introduit du matériel de formation mis au point par son organisation, qui contient des études de cas sur des sujets liés aux ressources génétiques forestières et qui vise à accroître la compréhension de la manière dont la diversité et la complexité des forêts et autres écosystèmes arborés peuvent être gérées durablement.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont suggéré: l'élaboration d'une base de données mondiale comportant toutes les thèses relatives aux forêts; l'offre d'une formation forestière pour les enfants; et la création d'associations de forestiers professionnels.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX AU SERVICE DES MOYENS DE SUBSISTANCE EN MILIEU RURAL ET DE LA CONSERVATION DES FORÊTS:

Jeudi matin, Andrew Oteng-Amoako, Ghana, a modéré cette session. Il a présenté un exposé sur les méthodes de préservation non-pressurisées et de traitement des bois, bambou et autres produits forestiers. Oteng-Amoako a également parlé des équipements qui peuvent être construits en utilisant les ressources limitées disponibles dans les zones rurales. Il a conclu que ces méthodes de traitement peuvent augmenter la durée de vie des produits, réduire la pression exercée sur les espèces de bois et contribuer à la GFD.

Edith Daboue, Burkina Faso, a présenté une étude sur les usages socio-économiques et la régénération de l'espèce *Securidaca longepedunculata* (arbre violet), une plante médicinale menacée. Elle a expliqué que la plante a une grande valeur économique et sociale, et des utilisations dans les domaines de la pharmacologie, de la nutrition, de l'énergie, de la construction, de l'agriculture et des cérémonies culturelles. Elle a noté que la surexploitation des racines représentait un défi à la conservation, et a recommandé que les guérisseurs traditionnels soient engagés dans la gestion durable de cette plante.

Paul Donfack, Cameroun, a présenté un rapport sur les utilisations multiples de *palmier raphia* et sur sa valeur dans la purification de l'eau et la fourniture d'un habitat à la biodiversité. Il a cité un certain nombre de menaces anthropiques posées à l'espèce, y compris le défrichement pour l'urbanisation et l'agriculture, et l'impact des coupes excessives pour le vin de palme. Donfack a expliqué comment les forêts de Raphia sont localement sous-évaluées, et comment cela, avec l'exode des jeunes vers les villes, a conduit à l'abandon des plantations de raphia.

Stephen Lartey Tekpetey, Ghana, a décrit une étude sur les propriétés physiques, thermiques et phytochimique de l'espèce *Bambusa vulgaris* (bambou), et sur les procédures pour améliorer son traitement. Il a indiqué que le bambou est actuellement sous-utilisé, et a conclu que les informations recueillies pourraient aider à établir, dans le pays, des industries fondées sur le bambou, commercialement viables et écologiquement durables.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné la nécessité de lier les produits forestiers non ligneux aux entrepreneurs et de transmettre des connaissances techniques à l'arène politique de manière à ce que des ressources puissent être allouées au développement des produits. Daboue a souligné que les décideurs et les praticiens devraient soutenir une gestion conjointe des forêts avec les communautés locales.

RÉGIMES SYLVICOLES: EFFET DES COUPES SUR LA RÉGÉNÉRATION DES FORÊTS:

Jeudi après-midi, Woodam Chung, Etats-Unis, a modéré cette session. Gloria Djaney Djagbletey, Ghana, a présenté une étude réalisée dans la Réserve forestière de Bobir, qui vise: à déterminer la reconstitution des stocks de carbone de la végétation, après un abattage sélectif dans une forêt humide semi-caducue au Ghana; et à évaluer l'accumulation de stocks de carbone au fil du temps. Elle a indiqué que les forêts peuvent se rétablir

naturellement pour ce qui est des stocks de carbone, et que l'exploitation forestière améliore l'accumulation des stocks de carbone.

Arthur Arnold Owiny, Ouganda, a décrit une étude qui visait à déterminer l'incidence et la vitesse de rétablissement et la succession naturelle des arbres par la collectivité, après des perturbations anthropiques. Il a conclu que l'étude, qui a été menée dans le parc national de Kibale, en Ouganda, a montré que même s'il y a des signes de rétablissement communautaire des arbres, la vitesse de récupération est lente. Il a souligné que l'étude a, cependant, montré que l'intervention humaine peut accélérer la récupération des forêts tropicales.



Arthur Arnold Owiny, Ouganda

Emeline Assédé, Bénin, a présenté une étude sur les effets des régimes sylvicoles sur les populations d'arbres, qui a analysé les structures de peuplements naturels du *badamier* au Sénégal ou de la *Terminalia macroptera* et du cèdre des régions sèches, ou du *seudocedrela kotschyi*, deux plantes médicinales d'Afrique de l'Ouest, aux fins d'aider à la planification de stratégies de gestion pour les deux espèces. Elle a souligné que bien que même si une stratégie de gestion idéale de ces espèces n'a pas été formulée, l'étude suggère: que le *Pseudocedrela kotschyi* présentera probablement une meilleure évolution dans un peuplement pur; et que bien que le régime de peuplement semble être sans effet sur la *Terminalia macroptera*, un peuplement pur contribuera probablement à son meilleur développement.

David Ochanda, Ouganda, a décrit les résultats d'un projet qui a étudié les effets de l'exploitation forestière sur la régénération forestière dans le parc national de Kibale, y compris ce qui suit: la forêt de Kibale semble être en train de régénérer rapidement; la lumière et l'exploitation forestière sélective ont peu d'impact sur la régénération forestière; et un abattage sélectif bien géré peut favoriser la régénération et aider la croissance des forêts.

Akwasi Duah-Gyamfi, Ghana, a décrit une étude menée au Ghana dans la réserve forestière gouvernementale de Pra-Anum, étude qui visait à évaluer l'état de la régénération naturelle dans les forêts exploitées et les forêts non exploitées sur une période de trois ans, et à déterminer les changements survenus, au fil du temps, dans la diversité du milieu forestier exploité. Il a présenté quelques-uns des résultats, y compris, notamment, le fait que les zones perturbées par l'exploitation forestière semblent être adaptées à la régénération du bois.

Edward Wiafe, Ghana, a présenté une étude menée au Ghana dans la réserve forestière du Fleuve Asenenyio, étude qui visait à déterminer la dynamique de reprise du couvert d'une forêt pluvieuse après l'abattage. Il a fait état des résultats, y compris, le fait qu'une réduction de la canopée ouverte et une augmentation de la canopée fermée pourraient être attribuables à des changements dans l'abattage sélectif des bois forestiers.

DETERMINATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES DE VALEUR POUR LA CONSERVATION: John Parrotta a modéré cette session jeudi après-midi. Akomian Fortuné Azihou, Bénin, a présenté un exposé sur la répartition des espèces d'arbres dans la région entre la savane et la forêt-galerie. Il a élaboré sur la façon dont

un gradient spatial, analysé en combinaison avec le type de sol et la fréquence des incendies, a été utilisé pour évaluer la composition de la végétation et la spécialisation de l'habitat.

Meshack Odera Muga, Kenya, a parlé de la valeur commerciale et du potentiel des moyens de subsistance fondés sur les ressources en gomme et en résine dans les zones arides du pays. Il a présenté des indications sur la répartition, la densité et la récolte de la *Commiphora holtziana*, à partir de



John Parrotta, UIIRF

laquelle la gomme Hagar est dérivée. Muga a expliqué que la gomme Hagar a des usages médicinaux et cosmétiques, tandis que d'autres gommages sont utilisées dans l'industrie alimentaire. Il a précisé que l'espèce avait une faible régénération naturelle, à cause de la sécheresse et du surpâturage.

Simza Dazimwai, Togo, a présenté un exposé sur les ressources forestières urbaines à Lomé et sur les méthodologies utilisées dans l'évaluation de leurs stocks de carbone. Il a recommandé que la plantation et la protection des arbres dans les zones urbaines doivent être intégrées dans la planification urbaine, et que des modèles prédictifs pour la séquestration du carbone dans le contexte urbain devraient être créés.

Mary Mamle Apetorgbor, Ghana, a présenté un rapport sur une évaluation de la diversité des macro-champignons et des espèces fongiques ectomycorhiziens présentes dans le parc national de Bui. Elle a décrit la valeur alimentaire et médicinale de ces champignons, ainsi que leur rôle dans la stimulation de l'appétit et la productivité de nombreuses espèces d'arbres, arbustes et herbes environnantes. Elle a signalé également les principales menaces posées dont, notamment, les feux anthropiques, l'extinction des espèces et l'inondation d'un quart du parc national, en raison de la construction d'un barrage.

Karl-Erik Johansson, Suède - SLU, a parlé des facteurs qui déterminent les décalages dans l'adoption de l'agroforesterie dans les villages du bassin du lac Victoria. Il a expliqué que l'étude a porté sur 20 142 ménages dans 102 villages. Johansson y a conclu que la plupart des variables corrélées aux résultats du projet sont liées à un risque. Les villages ayant la plus forte proportion de ménages adoptant l'agroforesterie ont une bonne collaboration au niveau local; la majorité des ménages pensent qu'ils ont des droits fonciers sur leurs arbres, le type de sol dans le village est à dominante sablonneuse et le manioc est la seule culture stable.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE: L'Atténuation et l'Adaptation: Vendredi matin, Denis Sonwa, Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), a modéré cette session. Dans son exposé sur l'action au-delà de l'atténuation à l'adaptation, dans la forêt du Bassin du Congo, il a souligné la nécessité de se concentrer sur les liens entre l'adaptation et les forêts, et a mis en exergue le projet du vv relatif à la forêt du bassin du Congo et à l'adaptation aux changements climatiques, qui vise à



Karl-Erik Johansson, Suède

contribuer à cet objectif. Sonwa a conclu que, dans le bassin du Congo, la GFD doit prendre en considération les ressources forestières et les communautés, et englober des activités d'atténuation et d'adaptation bien planifiées.

Youssoufa Bele, Cameroun, a présenté un exposé sur la sylviculture au service de l'adaptation au changement climatique. Signalant qu'il y avait peu de considération pour l'adaptation dans le bassin du



Denis Sonwa, CIFOR

Congo, il a décrit un projet de recherche entrepris par le CIFOR visant à combler cette lacune. Bele a expliqué que le projet s'est concentré sur la détermination de la variabilité du climat, sur la définition et la hiérarchisation de mesures d'adaptation, et sur la compréhension du rôle des forêts dans l'adaptation ; et qu'il a, entre autres: au Cameroun, formé des gens dans le domaine de la domestication de l'Eru, un légume populaire ghanéen ; en République démocratique du Congo, soigné et diffusé 3000 plantes hôtes des espèces de chenilles ;



Esther Mwangi, Kenya

et, en République centrafricaine, soigné et planté 4500 plantes hôtes des espèces de chenilles sur des terres communautaires.

Charlotte Pavageau, CIFOR, a décrit une étude qui a porté sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets et initiatives de REDD + et d'adaptation dans le Bassin du Congo. Elle a expliqué

que l'étude a analysé les projets et initiatives de REDD + et d'adaptation disponibles ou planifiés dans les six pays du Bassin du Congo, et a constaté que: l'adaptation et l'atténuation sont deux processus parallèles ; qu'il y a une reconnaissance des synergies dans les stratégies nationales et les interventions locales ; qu'il est besoin d'une planification précoce de l'intégration ; et que les compromis entre l'adaptation et l'atténuation doivent être mieux quantifiés.

Vincent Oeba a présenté un exposé sur le potentiel de carbone séquestré par le *Cupressus lusitanica* (cèdre de Goa) et le *Pinus patula* (pin pleureur du Mexique) pour l'atténuation du changement climatique au Kenya. Il a décrit les résultats d'une étude qui visait à analyser et à mesurer la quantité de carbone séquestré par ces deux espèces à différents stades de leur croissance. Oeba a souligné que: l'âge, l'espèce d'arbre et le site étaient des déterminants clés de la quantité de carbone séquestré, et que le carbone du sol dépendait de l'espèce d'arbre qui y est plantée.

Gloria Djagbletey a décrit une étude qui a évalué les stratégies d'adaptation adoptées dans la région d'Ashanti du Ghana. Soulignant que la plupart des collectivités locales ont développé des pratiques d'adaptation autochtones, elle a présenté certaines conclusions de l'étude, y compris le fait: qu'il y a eu des élévations de la température et des conditions météorologiques extrêmes dans les sites de l'étude ; que le changement climatique a un impact négatif sur les moyens de subsistance des communautés; que certaines pratiques, telles que l'exploitation forestière illégale, ont exacerbé le problème ; et que des politiques et des programmes plus intégrés d'atténuation et d'adaptation au changement climatique sont nécessaires.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont examiné le rôle de la société civile et du secteur privé au Ghana. Un participant a présenté ses observations sur la méthodologie utilisée pour calculer la quantité de carbone séquestré dans les arbres. Un autre participant a souligné que la recherche devrait être axée sur la demande et être commercialisable aux fins de s'assurer que cela peut avoir un impact sur les questions objet de recherches.

LES SAVOIRS TRADITIONNELS ET LES VALEURS SPIRITUELLES DANS LA CONSERVATION DES FORÊTS: Vendredi matin, Daniela Kleinschmit, Suède, a modéré cette session. Rendant compte des travaux du Groupe de travail de l'UIIRF sur les savoirs traditionnels, John Parrotta, Etats-Unis, a parlé des relations entre les savoirs traditionnels et les connaissances scientifiques, et de la nécessité de catalyser des approches synergiques de gestion des forêts. Parrotta a souligné que la gestion traditionnelle des forêts et l'agriculture itinérante sont souvent de faible demande d'énergie, adaptées et innovantes, fournissant ainsi des stratégies pour, à la fois, l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ces effets. Il a mis en exergue le rapport du Groupe de travail, intitulé «Savoir forestier traditionnel: Des collectivités, des écosystèmes et une diversité bioculturelle durable»



Daniela Kleinschmit, Suède

Martin Njanje, Burkina Faso, a présenté un rapport sur les expériences

vécues en matière d'intégration des savoirs traditionnels et les croyances culturelles dans la gestion de la conservation au Ghana. Il a expliqué comment le patrimoine culturel est souvent lié à des totems d'ordre végétal et animal, mais a précisé que les croyances et les pratiques culturelles sont rarement perçues comme un outil de conservation. Njanje a ensuite recommandé une formation des gestionnaires de la conservation sur la façon d'appliquer efficacement ces savoirs dans leur travail.

Mohamed Pakia, Kenya, a souligné que le savoir traditionnel «est enraciné dans l'environnement, dans la santé spirituelle, dans la culture et dans la langue, et qu'il est un mode de vie». Se concentrant sur les forêts côtières du Kenya, il a décrit les institutions et systèmes de gouvernance des ressources, qui sont gérés par les aînés et qui se sont érodés avec le temps, précisant que les communautés locales sont, aujourd'hui, en train de réintégrer les variétés végétales, les pratiques et les savoirs traditionnels dans leurs systèmes agricoles en guise de stratégie d'adaptation au changement climatique.

Tene Sop Kwetche, Cameroun, a décrit la manière dont des études utilisant l'imagerie par satellite et la télédétection suggèrent que le Sahel est de plus en plus vert. Il a soutenu que des analyses d'échelle régionale risquaient d'ignorer les données historiques et des questions écologiques telles que la dynamique de plantes, le changement survenu dans la composition des espèces et la propagation des espèces envahissantes. Présentant la recherche du Burkina Faso, Sop

a signalé que les échantillons botaniques et les interviews des résidents ont indiqué que les espèces ligneuses étaient en déclin et qu'elles sont déplacées vers le sud.

Au sujet de l'application des savoirs traditionnels en matière de soins de santé, Asiimwe Savina, Ouganda, a décrit la recherche sur les plantes nutritionnelles-médicinales utilisées pour traiter les infections liées au VIH. Savina a expliqué qu'ici, l'étude examine la préparation et l'administration des plantes, les menaces qui pèsent sur la conservation, et le transfert de ces savoirs. S'agissant de ce dernier point, elle a indiqué que le transfert du savoir est faible et que le savoir est souvent transmis uniquement au sein de la cellule familiale.

LES APPLICATIONS DES TECHNOLOGIES GÉNÉTIQUE ET MOLÉCULAIRE DANS LA GESTION FORESTIÈRE:

Cette session a été animée par Daniel Ofori, ICRAF, vendredi matin. Jason Kariuki, Kenya, a présenté un exposé sur un test de descendance poly-croisées du pin à feuilles étalées, *Pinus patula*, et son utilisation dans l'amélioration génétique des espèces au Kenya. Il a indiqué que son étude a porté sur: l'analyse de la performance des descendance des arbres mères utilisées comme sources de semences souhaitables; et l'estimation de l'héritabilité des caractères des arbres femelles. Kariuki a souligné l'existence d'importantes différences entre les arbres sélectionnés, et a signalé la possibilité de conduire d'autres essais d'amélioration génétique, qui devraient viser à établir des croisements contrôlés du meilleur matériel et des populations d'élevage multiple.

Cosmas Abengmeneng a parlé des relations génétiques de l'arbre de coton de soie géant, *Ceiba pentandra*, dans le but de révéler la diversité génétique qui permettrait aux espèces de surmonter la susceptibilité à la maladie du dépérissement. Il a montré que la pratique actuelle de collecte des semences dans la nature sans connaissance de leur qualité génétique a conduit à une réduction de la diversité des arbres plantés dans le cadre des programmes nationaux ghanéens pour le développement des plantations forestières. Il a en outre souligné que le manque de diversité génétique a rendu les plantations vulnérables à la maladie du dépérissement.

Otto Dangasuk, Kenya, a présenté une étude des caractères génétiques de la gomme arabique, *Acacia Sénégal*, menée au Kenya, pour réaliser des améliorations dans la qualité et dans la production de la gomme arabique. Il a indiqué que bien que l'analyse génétique n'ait pas mis en évidence de variation entre les populations, les données morphologiques ont montré qu'un nombre plus élevé de branches et un poids plus important de gomme sont associés à des semences plus légères.

Caroline Kadu, Kenya, a présenté une étude sur la phylogéographie de la cerise d'Afrique, *Prunus africana*, qui révèle un ancien couloir de migration entre les hauts plateaux d'Afrique orientale et occidentale. Utilisant l'analyse microsatellites de l'ADN des chloroplastes, elle a montré deux principaux haplotypes de l'espèce, l'une en Afrique orientale et l'autre, en Afrique occidentale, avec une différenciation génétique élevée. Elle a indiqué que toutes les populations étudiées ont montré une forte différenciation entre elles et une faible diversité au sein des groupes, ce qui suggère que le flux génétique des semences de médiation de l'espèce était faible.



Thomas Geburek, Autriche

Thomas Geburek, Autriche, a parlé de la variation géographique de la cerise d'Afrique, *Prunus africana*, aux niveaux moléculaire et chimique, et des implications pour la conservation. Il a indiqué que la population de l'espèce a subi des goulets d'étranglement au Kenya, en Ouganda et à Madagascar, en raison de la récolte de son écorce pour ses propriétés médicinales. Il a signalé que les concentrations d'antioxydants dérivés des extraits d'écorce n'ont pas été, la plupart du temps, affectées par les effets environnementaux, mais a émis l'hypothèse que les modèles phylogénétiques moléculaires sont co-exprimés par certains constituants chimiques de l'écorce.

Per Rudebjer a présenté une enveloppe d'outils destinés à renforcer les capacités en matière de gestion des ressources génétiques forestières (GRGF), faisant remarquer que les exploitants forestiers sont souvent ignorants des aspects génétiques de la diversité de la population et des facteurs écologiques, démographiques et aléatoires. Il a souligné que cette ignorance est due au fait que la gestion des RGF est très mal couverte dans l'enseignement supérieur. Il a expliqué que l'enveloppe d'outils, qui comprend un guide de formation, est destinée à être à l'usage des enseignants de ce niveau d'enseignement et d'apprentissage de l'utilisation et de la conservation des RGF dans le contexte de l'affectation des terres et des moyens de subsistance en milieu rural.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont abordé les deux questions qui avaient été fixées pour les sessions techniques. Au sujet des mesures nécessaires à prendre pour améliorer les biens et services des forêts africaines, ils ont recommandé: de veiller à ce que les sources de semences utilisées dans la plantation soient génétiquement diverses; et de conserver des populations d'arbres de qualité. Au sujet des implications pour la recherche et la gouvernance forestières en Afrique, ils ont souligné l'importance de la coopération internationale, signalant que la répartition des espèces va au-delà des frontières géographiques, et a recommandé collaboration et échange d'informations dans les rangs des scientifiques.

LES QUESTIONS FONCIÈRES ET DE PARITE HOMMES-FEMMES DANS LA GESTION DES FORÊTS:

Cette session a été animée par Esther Mwangi, CIFOR, vendredi matin. Andrew Wardell, CIFOR, a retracé l'histoire de l'acquisition de terres au Ghana, décrivant la résistance manifestée dès le début, à la législation foncière et forestière fondée sur des schémas coloniaux d'appropriation des ressources. Soulignant que les caractéristiques démocratiques de l'ONU relatives à la propriété coutumière, persistaient à ce jour, Wardell a retracé les investissements commerciaux dans les biocarburants, réalisés grâce à des acquisitions opaques obtenues des autorités traditionnelles, qui ont entraîné la perte des terres coutumières au profit des élites, avec peu ou pas de compensation.

Béatrice Darko Obiri, Ghana, présentant un exposé sur le régime foncier et la dépendance des forêts au Ghana, a remis en question des éléments clés de la gouvernance des forêts dont, notamment, les droits de propriété, d'accès, d'exploitation et de gestion des forêts, faisant état d'une compréhension limitée des besoins des populations forestières locales. Obiri a souligné que les forêts gérées par les communautés et où la réglementation est bien appliquée sont rarement surexploitées.

Valentina Robiglio, Cameroun, a présenté un exposé sur le régime foncier et les systèmes de gestion des arbres au Cameroun, et a décrit les utilisations des arbres des parcelles

agricoles par plusieurs utilisateurs. Elle a souligné l'importance des buts à court terme qui comprennent des compromis et a déploré l'absence de stratégies de conservation réelle.

Esther Mwangi, Kenya, a axé son intervention sur les réactions de la société civile aux grandes acquisitions foncières opérées par les gouvernements de l'Ouganda et la Tanzanie. Elle a présenté deux études de cas et a souligné que l'action collective est à la base de la différence constatable dans les résultats des deux études de cas. Mwangi a déploré l'apathie communautaire et le manque de données, soulignant que dans un environnement politique, économique et social dynamique, les droits de propriété sont constamment mis au défi.

Abordant les questions du rôle des femmes et de la viande de brousse dans le bassin du Congo, Robert Nasi, GCRAI, a appelé à la compréhension des acteurs présents le long de la chaîne des valeurs pour lutter contre l'exploitation des espèces en voie de disparition. Décrivant les modèles de



Robert Nasi, France

consommation de viande de brousse, il a trouvé que des femmes comptaient parmi les principaux détaillants et grossistes de ce commerce, et a signalé que les femmes ont tendance à dépenser leurs revenus en nourriture.

Anne-Marie Tiani a présenté un exposé sur la vulnérabilité sexospécifique à travers une recherche participative menée au

Cameroun et dans le bassin du Congo, et les liens avec l'intensité et la qualité des impacts du changement climatique. Soulignant la nécessité de combler les lacunes dans la recherche sur les rôles des femmes et des hommes, elle a encouragé la conduite de recherches plus précises aux fins d'éviter une simplification excessive et l'aboutissement à des résultats inefficaces, en matière d'adaptation, en raison de l'extrapolation.

Les participants ont débattu, entre autres: des implications des questions de parité hommes-femmes et de régime foncier pour la recherche et la gouvernance forestières en Afrique; des améliorations devant être apportées à la mise en œuvre des cadres réglementaires; de l'autonomisation des communautés; et du contrôle et de la réglementation de la récolte de viande de brousse.

LES POLITIQUES FORESTIÈRES ET LA GESTION

DURABLE DES FORÊTS: Cette session a été animée par Daniela Kleinschmit, vendredi après-midi. S'agissant de la gouvernance transfrontalière dans le Programme de conservation des écosystèmes forestiers, Emmanuel Aliou, Sierra Leone, a décrit les politiques et objectifs nationaux inégaux des pays voisins suivants : le Libéria, la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et la Guinée-Bissau. Il a précisé que l'application des lois y est sujette à caution en raison du manque de capacités, d'un environnement de travail non attrayant et d'un manque d'harmonisation entre les politiques. Aliou a, ensuite, proposé des mesures à prendre dans le processus de formulation des politiques et des lois, dont, notamment: l'établissement d'un plan; la formulation d'alternatives ; l'adoption d'options politiques ; la mise en œuvre des programmes ; et la détermination des politiques.

Décrivant l'impact, sur les attitudes des agriculteurs, de la législation nationale régissant les décisions du Cameroun concernant la plantation d'arbres dans l'enceinte de l'exploitation agricole, Divine Foundjem-Tita, Cameroun, a encouragé l'élaboration d'une définition adéquate des droits de propriété, en tant qu'instruments politiques efficaces. Au sujet de la conscientisation des agriculteurs sur la législation, il a indiqué qu'une majorité de gens ne connaît pas les définitions officielles et les réglementations régissant l'accès et le commerce.

Présentant une étude de cas sur les perceptions publiques et les implications socio-économiques d'une interdiction de dix ans de l'exploitation forestière dans la région de Maji Mazuri, Kingiri Senelwa, Kenya, a cité, entre autres impacts : l'exploitation forestière illégale, le braconnage, les feux illégaux et des méthodes de récolte de mauvaise qualité. Il a souligné que l'interdiction destabilisait la GDF, le développement des plantations et l'esprit de gestion participative, précisant qu'elle ne doit pas être encouragée.

Guillaume Lescuyer, CIRAD, a présenté un exposé sur la durabilité des sciages à la tronçonneuse en Afrique centrale, décrivant les principales caractéristiques de la mouture artisanale du bois, les techniques de transformation et la fiscalité gouvernementale. Il a souligné la nécessité d'accroître la demande intérieure de bois d'origine légale, et a encouragé la révision des lois forestières, l'extension des plantations de bois et l'amélioration de l'application des lois forestières.

Au sujet de la corruption en Afrique centrale, Paolo Cerutti, CIFOR, a averti que proposer des options politiques sans comprendre les réseaux sur le terrain mènera à l'échec, en raison des capacités mises en place au sein du système social pour maintenir le statu quo. Il a suggéré que la mutation de personnes à d'autres régions ne fait que déplacer les réseaux, et a appelé à de véritables sanctions et d'incitations.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont présenté des observations sur: la relation entre la faune et les forêts ; le manque de planification de l'affectation des terres, en tant que contrainte posée à la GFD ; et la durabilité des opérations de sciage à la tronçonneuse.

LA FORÊT ET LA SANTÉ HUMAINE: Vendredi après-midi, Su See Lee, Malaisie, a modéré cette session. Daniel Ofori a présenté une étude ethnobotanique conduite au Ghana, qui a procédé à une collecte des données concernant les plantes médicinales, leurs noms locaux, les maladies qu'elles traitent, les parties des plantes utilisées, les zones d'approvisionnement, l'évolution de la demande, les techniques culturelles autochtones qui y sont appliquées et les menaces qui leur sont posées. Il a averti que le recours à la cueillette sauvage donnait lieu à une surexploitation de ces ressources, et a expliqué que le projet vise à étudier les méthodes de propagation. Au sujet des défis posés, il a cité: des liens pauvres avec le marché, un manque de formation sur les méthodes de récolte et de manutention et l'absence d'un groupe de travail national qui pourrait servir d'organe de coordination pour l'industrie des plantes médicinales.



Paolo Cerutti, CIFOR



Onyekwelu Jonathan, Nigeria

Jonathan Onyekwelu, Nigeria, a axé son intervention sur les fruits comestibles de la forêt et a présenté une recherche menée sur leurs compositions nutritionnelles et chimiques. Soulignant leurs attributs

économiques, sociaux,

culturels et médicaux, il a mis en exergue leur rôle central dans la sécurité alimentaire locale et dans la génération de revenus en milieu rural.

Louise Flynn, Etats-Unis, a parlé des menaces de maladies émergentes dues à l'introduction d'industries extractives dans les forêts. Se concentrant sur l'industrie du bois, elle a fourni des exemples d'un certain nombre d'effets en cascade, comprenant: la fragmentation des forêts qui peut conduire à une multiplication des contacts entre la faune et les humains et entre les animaux sauvages et les animaux domestiques; la construction de routes amenant des populations humaines plus profondément dans les forêts; une mauvaise gestion des déchets autour des camps de travail ; et des services de soins de santé surmenés. Elle a décrit les outils créés pour aider les entreprises de bois à déterminer les risques et à élaborer des mesures d'atténuation.

Au cours de la discussion de groupe, les participants ont exploré les défis associés à la multiplication des plantes médicinales et la manière dont leurs propriétés chimiques pourraient changer une fois que la plante est retirée de son habitat naturel.

L'ÉCOLOGIE ET LA GESTION DE LA FAUNE: Cette session a été animée par Sylvestre Djagoun, Bénin, vendredi après-midi. Babafemi Ogunjemite, Nigeria, a présenté une évaluation de la population et l'état de conservation des espèces de primates dans la réserve forestière de la Réserve forestière d'Oluza dans l'Etat d'Ondo, au Nigeria. Il a signalé l'existence de neuf espèces de primates dans la réserve, dont, le singe endémique à gorge blanche et en voie de disparition du Nigeria-Cameroun, qui confère à la réserve un haut profil en matière de conservation.

Sylvestre Djagoun a parlé du commerce de parties d'animaux à des fins zootherapeutique, au Bénin. Il a présenté un inventaire des animaux vendus sur les marchés, dont, les pangolins, les serpents, les oiseaux, les chauves-souris, les caméléons et les grenouilles. Il a fait remarquer que plus rare est l'espèce, plus la demande et les prix sont élevés, et que cela a un impact sur la conservation.

Djagoun a également parlé des facteurs prédictifs de la sélection de l'habitat des espèces de bovidés dans l'environnement des ressources surexploitées de la Réserve de la biosphère du Pendjari, au Bénin. Il a cité trois classes de brouteurs herbivores, à savoir les brouteurs stricts, les brouteurs variables et les fureteurs, concluant que les brouteurs ont diminué dans les zones rocheuses tandis que les fureteurs préféraient la canopée. Il a recommandé que les gestionnaires forestiers prennent en considération l'importance du maintien de l'hétérogénéité des paysages afin de permettre la coexistence des espèces.

Duncan Kimuyu, Kenya, a parlé de la façon dont la dispersion des graines des primates améliore la régénération et la connectivité des forêts. Il a présenté une étude menée

dans des fragments forestiers côtiers, au Kenya, où il a suivi les habitudes alimentaires des singes Mangabey et Sykes. Il a indiqué que les deux singes ont un régime alimentaire diversifié dominé par les fruits dont les graines sont répandues lors de l'ingestion des fruits ou, après, dans les excréments.

Hugues Akpona, Bénin, a révélé les principales conclusions d'une étude sur l'écologie et l'ethnozooologie de l'arbre du pangolin, *Manis tricuspis*, dans la Réserve forestière de Lama, au Bénin. Il a précisé que les pangolins sont ciblés par la chasse en raison de leurs caractéristiques zootherapeutiques et de la valeur commerciale de leur viande. Il a indiqué que les habitats préférés des pangolins sont les forêts denses composées de teck ancien.

Edward Wiafe a parlé de l'impact des mesures de conservation sur le cercopithèque de Lowe dans la réserve forestière humide préalablement connecté au Ghana. Il a souligné que la classification de ce primate comme étant «peu préoccupante,» dans la liste rouge de l'UICN, a nui aux efforts de conservation, en raison des difficultés rencontrées dans la mobilisation de fonds pour la recherche.

JOURNEE DES POLITIQUES FORESTIÈRES DE L'OIBT / IFA

LA CEREMONIE D'OUVERTURE ET LES DECLARATIONS LIMINAIRES: Jeudi matin, Yonas Yemshaw, IFA, a présidé la cérémonie d'ouverture de la Journée des politiques forestières de l'OIBT / AFF. Victor Agyeman, président du RRFASS, faisant observer le faible nombre de chercheurs et de publications scientifiques du continent africain, a appelé à agir pour transformer les défis en points forts, et pour bâtir une solide plate-forme régionale de partage des connaissances.

Godwin Kowero, Secrétaire exécutif, IFA, a souligné l'engagement de l'IFA à forger des partenariats dans les domaines scientifiques et politiques, et avec les secteurs de l'industrie forestière privée et de la forêt, et a souligné la nécessité de communiquer les résultats scientifiques aux décideurs politiques pour favoriser la bonne gouvernance forestière.

Emmanuel Ze Meka, Directeur exécutif de l'OIBT, a souligné la nécessité de constamment mettre à jour l'information scientifique pour éclairer les politiques de gestion des forêts, ajoutant que cette information est importante pour le renforcement de l'aspect environnemental de l'économie verte.

Lidia Brito, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a encouragé l'adoption d'objectifs intégrés pour la durabilité globale, basés sur les preuves scientifiques qui requièrent, en matière de recherche, des approches internationales plus d'intégratives et axées davantage sur les solutions. Brito a souligné l'émergence de la «science durable», qui demande un changement de paradigme et une évolution vers une approche interdisciplinaire capable de fournir des solutions aux questions de développement durable. Répondant à des questions sur la promotion de la recherche interdisciplinaire dans les établissements universitaires, elle a souligné la nécessité d'une collaboration avec



NielsElers Koch, Le Président de l'UIIRF conduisant la séance plénière



Fred Owino, Kenya

les universitaires et d'autres parties prenantes, d'échanges entre les facultés et des bourses d'études interdisciplinaires.

Jeudi matin, Polycarpe Masupa-Kambale, OIBT, a présidé cette session. Robert Nasi, chef du Programme des réserves pour la conservation, GCRAI, a présenté un exposé sur la communication

des informations scientifiques nécessaires pour appuyer les politiques et prises de décision concernant la foresterie, soulignant que la connaissance n'est efficace que lorsqu'elle est partagée de façon appropriée. Il a signalé que les visites de sensibilisation, les médias sociaux tels que blogs, Twitter et Facebook, les rappels répétés et les réunions interactives sont plus efficaces que les matériaux d'enseignement et discours éducationnels pour intégrer la recherche dans les pratiques et dans les politiques.

Dans les débats qui ont suivi, les participants ont discuté: de la nécessité d'élaborer des méthodes permettant de mesurer l'impact des politiques et des pratiques ; des voies et moyens, des voies et moyens de s'assurer que les universitaires et les chercheurs sont en mesure de sensibiliser à leurs produits, aux fins d'améliorer leur impact ; et du besoin d'améliorer l'entente entre les chercheurs et les média.

Au sujet des défis posés aux institutions universitaires et de recherche en Afrique, Fred Owino, Kenya, a identifié: l'expansion de la base de connaissances; une baisse constante du financement destiné à l'éducation et à la recherche ; et un financement biaisé en faveur de domaines spécifiques tels que le changement climatique. Il a souligné l'absence d'une saisie des savoirs autochtones et a encouragé la mise en place d'institutions et de programmes de recherche forestière dynamiques axés sur les besoins du développement.

Denis Koulangna, secrétaire permanent, ministère de l'environnement et des forêts, Cameroun, a parlé des politiques et actions menées en faveur de la GDF dans le secteur forestier au Cameroun, mettant en exergue, notamment: le programme des mesures d'urgence, qui vise à réduire la pauvreté ; la stratégie pour la croissance et l'emploi, dont l'objectif est de permettre au Cameroun de devenir un pays émergent en 2035 ; et l'élaboration d'un plan d'accupation des terres par des forêts, et des principes et critères devant régir la gestion durable des forêts. Il a mis en relief des réalisations telles que: la mise en place d'unités de conseils forestiers ; la création d'unités communautaires chargées de l'aménagement des forêts ; et l'amélioration de la conservation de la biodiversité à travers des réseaux d'aires protégées.

Dans les discussions qui ont suivi, les participants: ont évoqué les défis posés à la lutte contre l'exploitation forestière illégale, la conversion des forêts en vue de produire des biocarburants et les exportations de bois au Cameroun ; et ont attiré l'attention sur la diminution du nombre d'étudiants dans les institutions forestières.

LES POLITIQUES ET LA GOUVERNANCE

DANS LA FORESTERIE AFRICAINE: Jeudi après-midi, Michael Kleine, UIIRF, a présidé cette session et y a souligné la nécessité d'une transformation sociale, précisant que les décideurs politiques s'appuient sur des documents

d'orientation, pour la formulation des politiques, mais que la gouvernance est pratiquée par les parties prenantes et par la société.

Ernest Foli, Ghana, a rendu compte des projets pilotes mis en place au Cameroun, au Ghana, au Libéria et au Nigéria, dans le cadre de l'Initiative pour la réduction du déboisement et de la dégradation des forêts et l'amélioration des services environnementaux (REDDES), déplorant la réticence de la communauté scientifique à en communiquer les résultats à l'interface science-politique. Donnant un aperçu des activités et des objectifs des projets pilotes, il a présenté comme principaux résultats: la détermination des besoins et l'élaboration de stratégies à mettre en œuvre par les décideurs ; la diffusion d'expériences aux décideurs et aux parties prenantes ; et l'expansion des capacités des scientifiques forestiers africains en matière de recherche et de réajustage.

Louis Bernard Cheteu, Cameroun, a présenté des études de cas conduites au Cameroun, au Ghana et au Nigeria et tirées de l'initiative REDDES. Il a indiqué que le district d'Offinso, au Ghana, le district de Dimako, dans l'Est du Cameroun, et la réserve forestière d'Akure, dans l'Etat d'Ondo, au Nigeria, se trouvent confrontés à des défis similaires pour ce qui est de la dégradation des ressources, y compris les incendies de forêt, la disponibilité décroissante des produits ligneux et non ligneux, l'augmentation de la pauvreté dans les communautés forestières et la baisse de rendement des cultures agricoles.

Paxie Chirwa, Afrique du Sud, soulignant la nécessité de synchroniser les politiques et les découvertes scientifiques, a souligné les liens entre les moyens de subsistance et les ressources. Appelant à une approche socio-écologique de la résolution des problèmes et de l'élaboration des politiques, il a accueilli avec satisfaction la mise en place de politiques et plans nationaux axés sur la gestion participative des forêts, mais a déploré l'absence de mécanismes de partage des avantages entre les communautés et les gouvernements, ce qui rend inutile la participation communautaire.

Paolo Cerutti, CIFOR, a parlé de l'exploitation forestière commerciale par abattage à la tronçonneuse, de la corruption et des moyens de subsistance en Afrique centrale, signalant que la production de bois par sciages illicites représente 61% de la production totale de bois, mais qu'elle n'est pas pour autant l'objet d'une attention politique et réglementaire. Il a indiqué que jusqu'à 20% des coûts sont dédiés à des pots de vin qui sont reconnus comme une taxe informelle versée directement aux fonctionnaires de l'État. Cerutti a présenté l'idée de créer une interface science-politique impliquant les organismes



Mafa Chipeta, Malawi

gouvernementaux participant à la recherche, depuis le démarrage des projets jusqu'à la mise en application des recommandations, affirmant que cela permettra aux organismes gouvernementaux de s'approprier les solutions recommandées.

Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont délibéré sur: les processus inefficaces d'octroi de licences, qui dé-responsabilisent les producteurs du secteur forestier; la diversification agricole; le choix du site pour les études de cas pilotes en Afrique occidentale; l'élévation de l'échelle de l'interface science-politique ; les pratiques



Ravi Prabhu, Directeur Général Adjoint Chargé de la Recherche, ICRAF

d'exploitation forestière illégale ; et la corruption dans la gestion des ressources.

LA CONNEXION ALIMENTATION-FIBRE-CARBURANT EN AFRIQUE:

Cette table ronde a été présidée par Godwin Kowero. Dans son allocution, Mafa Chipeta, Malawi, a parlé de la nécessité impérieuse de ressources alimentaires, de fibres et de combustibles, et a souligné le besoin d'intégrer

la foresterie et l'agriculture dans la lutte pour la satisfaction de ces besoins. Il a exhorté les africains à ne plus accepter la simple survie à la place et lieu de la prospérité, et «la mendicité» à la place et lieu d'être de véritables partenaires techniques de la coopération internationale. Au sujet des besoins en forêts et en terres, Chipeta a décrit les défis posés à l'Afrique, tels que la faible fertilité des sols, les taux élevés de croissance démographique et les «saisies de terres» par des puissances extérieures. Parmi d'autres défis, il a déploré: la tentation de remplacer des cultures destinées à l'alimentation par des cultures destinées à la production de biocarburants; de mauvais investissements dans l'agriculture et dans la sylviculture et la faible productivité qui en découle ; et le syndrome de dépendance de l'Afrique.

Elers Niels Koch, président de l'UIIRF, a déclaré que l'UIIRF a mis en œuvre sa stratégie 2010-2014, créant six nouveaux groupes de travail pour le traitement de six domaines transversaux thématiques: des forêts pour les être humains ; des ressources pour l'avenir; les interactions entre les forêts et l'eau ; la biodiversité et les services écosystémiques; la bio-énergie forestière ; et, les forêts et le changement climatique. Il a précisé que, dans son travail, la connexion entre l'alimentation, les fibres et le carburant est basée sur les six disciplines.

Robert Nasi, GCRAI, a établi une comparaison entre paysages agricoles de la période pré-coloniale en Afrique, qui étaient fondées sur une production pluri-culturelle assortie d'une faible intensité d'emploi de main d'œuvre, et les systèmes agricoles de la période post-coloniale, qui sont caractérisés par la monoculture et l'emploi intensif de main-d'œuvre. Il a souligné la nécessité d'une ré-analyse des modèles de gestion durable et a donné l'exemple du bois où 95% d'un arbre est perdu entre la récolte et la production de meubles.

Phosiso Sola, coordonnatrice régionale du CIFOR, Afrique orientale et australe, a souligné que les forêts doivent être rémunérées pour leur existence, à travers une comptabilité de la valeur ajoutée, et a appelé à des politiques qui favorisent les petits systèmes de production, la gestion forestière et la production agricole.

Ravi Prabhu, directeur général adjoint chargé de la recherche, ICRAF, a parlé des projets de l'ICRAF pour le suivi de l'état des sols en nutriments en Afrique et l'intégration des systèmes de production alimentaire et de carburant, et a appelé à l'intégration des systèmes d'information et à la résolution des questions foncières.

Paxie Chirwa a souligné la prise en compte des énergies renouvelables par le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), déclarant que l'on admet volontiers que la bioénergie est importante pour l'Afrique, mais qu'au lieu de dégager des solutions, les

discussions ont été axées sur les impacts des biocarburants sur l'environnement, sur la production alimentaire et sur les économies locales. Il a recommandé l'amélioration des technologies en vue d'une production optimale d'énergie solaire, précisant que l'énergie solaire est une ressource constante en Afrique.

Emmanuel Chidumayo, IFA, a déclaré que les plaintes concernant l'accapement des terres pour la production de biocarburants par des investisseurs étrangers devraient être examinées avec le rôle joué par les gouvernements dans ces allocations. Il a souligné la nécessité de données concrètes sur les terres, pour éclairer les politiques, et a ajouté que compte tenu de ses cultures vastes et diversifiées, de ses écosystèmes et de ses conditions climatiques, l'Afrique a besoin d'une diversité de solutions.

Au cours du débat qui a suivi, les participants et les conférenciers ont discuté: de la pénurie de terres arables en Afrique ; de l'évaluation des écosystèmes forestiers et du PSE ; du recours à la production extensive du charbon de bois ; et du problème de la corruption. Au sujet du partage des connaissances, Koch a souligné le rôle des conférences internationales dans l'échange d'information sur les bonnes pratiques et dans le partage des connaissances, et Prabhu a mentionné les principaux programmes mis au point à l'ICRAF pour le lancement d'initiatives de vulgarisation. Chipeta a souligné le lien entre la corruption et la rareté réelle des ressources, ainsi que les contrôles impertinents et la complexité des procédures. Répondant à une question à propos de la sous-évaluation des forêts, Sola a souligné la nécessité de procédures comptables adéquates.

Les participants ont souligné en outre que: les résidus agricoles pour la production de bioénergie ne doivent pas être considérés comme étant une biomasse disponible, car ils sont valorisés dans les exploitations agricoles en tant que nourriture pour animaux et en tant que matière organique pour le recyclage des sols ; les produits forestiers ne peuvent fournir un moyen de subsistance valable que si les collectivités arrivent à créer une valeur ajoutée ; les marchés finaux de produits forestiers, comme le bois, jouent un rôle dans la corruption et la surexploitation en Afrique ; et les questions foncières en Afrique doivent être résolues, afin de résoudre le problème de l'accapement des terres.

LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS:

Yonas Yemshaw, résumant les travaux de la journée, a souligné que les programmes ne sont pas axés sur le développement en Afrique, et a appelé à une recherche forestière de pointe. Il dit que le développement doit être centré sur l'être humain, que la recherche doit être plus intégrée et que la science doit établir des passerelles entre les acteurs du développement. Au sujet de la génération de la science et la communication, il a déploré l'élaboration de politiques inefficaces et de méthodes de communication inappropriées, et a souligné la nécessité d'une planification appropriée et efficace de l'action éducative. Yemshaw a souligné que la prise de décision est un processus complexe et signalé que les défis futurs englobent une concurrence entre l'agriculture et la foresterie. Au sujet des politiques descendantes, il a encouragé la mise en place de politiques plus intégrées, fondées sur les données fiables actuelles.

LANCEMENT DE LIVRES: Joe Cobbinah, président du Comité Scientifique du Congrès (SCC), a présidé cette session. Emmanuel Ze Meka a présenté le livre «L'Atlas mondial des mangroves» qui a été publié par *Earthscan Ltd* et financé par l'OIBT. Il a indiqué que le livre met en exergue l'importance

des écosystèmes de mangroves pour la conservation de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique et la prévention des catastrophes côtières, et a fourni des informations servant à la conservation des mangroves.

Godwin Kowero, présentant le livre «Le changement climatique et les ressources forestières et de la faune de l'Afrique», publié par l'IFA, a souligné la nécessité, dans le secteur forestier, de connaissances scientifiques de pointe relatives au changement climatique.

LA CEREMONIE DE CLÔTURE

Vendredi soir, Ravi Prabhu a présidé la cérémonie de clôture. Joe Cobbinah a présenté la résolution de Nairobi, la qualifiant de document provisoire. Il a invité les participants à y accéder sur le site de l'UIIRF et à proposer des amendements. Il a en outre expliqué que le projet de résolution portait sur les principaux besoins à satisfaire pour l'amélioration des biens et services des forêts et des arbres dans les paysages africains, identifiés par les participants durant les discussions techniques.

Lors de la présentation des prix, Alexander Buck, directeur exécutif de l'UIIRF, a présenté le *Distinguished Service Award* à Joe Cobbinah. Il a précisé que ce prix est en reconnaissance de la contribution substantielle de Cobbinah à l'avancement des objectifs scientifiques, techniques et organisationnels de l'UIIRF. Cobbinah a remercié l'UIIRF en disant que c'est, pour lui un honneur que de travailler avec une équipe aussi dévouée et aussi laborieuse.

Elers Niels Koch a offert des cadeaux et des satisfécits à plusieurs personnes et organisations, dont le comité organisateur du Congrès, l'ICRAF, le KFS, KEFRI et l'IFA, en les remerciant pour leur travail acharné en vue de garantir le succès du Congrès.

Dans son message de clôture, Ben Chikamai indiqué que cette réunion n'aurait pas pu réussir sans l'esprit de dévouement et d'équipe des membres du comité d'organisation et d'autres qui ont travaillé dans les coulisses pour soutenir la bonne marche du Congrès.

Dans ses remarques de clôture, Josphat Nanok, ministre adjoint des forêts et la faune du Kenya, a déclaré que ce fut un grand honneur pour le Kenya d'accueillir le Congrès. Il a salué les organisateurs pour les délibérations fructueuses menées durant la réunion et a souligné les avantages tirés de l'atelier tenu avant la conférence dans le domaine de la communication des résultats de la recherche forestière, qui selon lui, a contribué à équiper les jeunes scientifiques quant aux voies et moyens de combler le fossé entre science et politique. Il a ensuite clôturé le Congrès à 17h20.

LA RÉOLUTION DE NAIROBI

Dans le projet de résolution, les participants au Congrès s'engagent à :

- adopter des approches de recherche et d'éducation centrées sur l'être humain;
- développer la recherche forestière et la formation;
- accroître l'échange d'informations à travers la coopération régionale;
- combiner les savoirs traditionnels avec les résultats de la recherche scientifique officielle;
- mettre en place des systèmes de récompense pour l'adoption réussie des résultats de la recherche;
- investir dans la communication science-société ; et

- fournir des plates-formes efficaces pour l'engagement des scientifiques, des décideurs et des parties prenantes. Ils y exhortent également les gouvernements, à faire des progrès sur ces engagements, pour :
- reconnaître les populations locales en tant qu'utilisateurs et bénéficiaires des ressources forestières et des arboricoles;
- prévoir la résolution des conflits, le partage équitable des avantages et la parité hommes-femmes à travers des politiques adéquates ; et
- adopter et mettre en application un processus de formulation participative des politiques forestières et la gestion forestière.

Les participants au Congrès invitent enfin les chefs de l'Union africaine d'Etat et de Gouvernement à concrétiser intégralement leur engagement à consacrer au moins 1% du PIB à la recherche et développement, tel que décidé par la Déclaration ministérielle de Nairobi d'avril 2012.

REUNIONS A VENIR

COFO 21: La 21^e session du Comité des forêts, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) se tiendra au siège de la FAO à Rome, en Italie, en septembre 2012. **dates:** 24-28 septembre 2012 **lieu:** FAO headquarters **lieu:** Rome (Lazio), Italie **contact:** Peter Cskoka, FAO, Forestry Department **tél.:** +39-06-5705-3925 **télécopie:** +39-06-5705-3152 **courriel:** peter.csoka@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/cofo/en/>

Réunion du Groupe d'experts spécial sur l'évaluation de la biodiversité, des forêts, des montagnes, de la biotechnologie et du tourisme en Afrique: La réunion se tiendra dans le cadre des préparatifs africains de la 20^e session de la Commission du développement durable (CDD) et est susceptible de se tenir immédiatement avant la huitième session de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) du Comité sur la sécurité alimentaire et du développement durable (CFSSD-8). **dates:** 15-16 octobre 2012 [provisoire] **lieu:** Addis Ababa, Ethiopie **contact:** Josué Dioné **tél.:** +251-11-544-3547 **télécopie:** +251-11-551-0350 **courriel:** jdione@uneca.org **www:** <http://www.uneca.org/index.htm>

Expériences tirées du processus FLEGT / APV dans les pays d'Afrique occidentale et centrale: L'atelier réunira les autorités gouvernementales, les organisations de la société civile, les organisations du secteur privé, les professionnels, chercheurs et techniciens impliqués dans la mise en application du processus des réglementations forestières, de la bonne gouvernance et des échanges commerciaux connexes (FLEGT) / Accord de Partenariat Volontaire en Afrique occidentale et centrale, pour partager et examiner les expériences et les enseignements tirés des sept principaux domaines thématiques du processus FLEGT / APV. **dates:** 23-25 octobre 2012 **lieu:** Accra (Greater Accra), Ghana **contact:** Sophie Lemaitre **courriel:** sophie.lemaitre@fao.org **www:** <http://www.fao.org/forestry/acp-flegt/78338/en/>

CIBT-48 : La 48^e session de la Conférence internationale des bois tropicaux (CIBT) et les sessions associées des quatre comités (finances et administration, information économique et information sur le marché, industrie forestière et reboisement et gestion des forêts) se tiendra à Yokohama, au Japon. **dates:** 5-12 novembre 2012 **lieu:** Concepción, Chile **contact:** Guillermo Martínez Pastur **courriel:** gpastur@conicet.gov.ar **www:** <http://www.UIIRFle2012.cl/>

Conférence bi-annuelle de l'UIIRF sur les paysages forestiers et l'écologie: La conférence se concentrera sur le maintien de l'homme et des forêts dans des paysages changeants. **dates:** 5-12 novembre 2012 **lieu:** Concepción, Chili **Contact:** Guillermo Martínez Pastur **courriel:** www.gpastur@conicet.gov.ar <http://www.UIIRFle2012.cl/>

Symposium international sur les chaînes de valeur des produits arboricoles en Afrique: partager les innovations qui fonctionnent pour les petits exploitants: Le symposium est organisé par le Programme de l'ICRAF pour l'Afrique occidentale et centrale et ses partenaires, et fournira un forum pour apprendre et partager connaissances, expériences et innovations sur les tendances émergentes relatives à la production, transformation et commercialisation des produits arboricoles par les petits agriculteurs. **dates:** 26-28 novembre 2012 **lieu:** Yaoundé, Cameroun **contact:** ICRAF West and Central Africa Regional Programme **tél.:** +237-22-21-50-84 **télécopie:** +237-22-21-50-89 **courriel:** aftp-symposium@cgiar.org **www:** http://worldagroforestry.org/sites/default/files/1st%20call%20for%20abstracts_vs3.pdf

6^e Journée de la Forêt: La 6^e Journée de la Forêt se tiendra en parallèle avec la 18^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et présentera, pour les intervenants de différents milieux et régions du réseau, une occasion de partager leurs expériences et de débattre des questions urgentes qui se posent aux forêts partout dans le monde. **date:** 2 décembre 2012 **lieu:** Doha, Qatar **www:** http://unfccc.int/meetings/doha_nov_2012/meeting/6815.php

FNUF 10 : La dixième session du Forum des Nations Unies sur les Forêts se concentrera sur les forêts et le développement économique, et l'ordre du jour englobera des points sur: les produits et services forestiers; les programmes forestiers nationaux et autres politiques et stratégies sectorielles; la prévention des risques et effets des catastrophes; et les avantages offerts par les forêts et les arbres aux communautés urbaines. **dates:** 8-19 avril 2013 **lieu:** Istanbul (Istanbul), Turquie **contact:** UNFF Secretariat **tél.:** +1-212-963-3401 **télécopie:** +1-917-367-3186 **courriel:** unff@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/forests/session.html>

CIBT-49: La CIBT-49 et les sessions connexes des quatre comités auront lieu à Libreville, au Gabon. **dates:** 25-30 novembre 2013 **lieu:** Libreville (Estuaire), Gabon **contact:** Secrétariat de l'OIBT **téléphone:** +81-45-223-1110 **télécopie:** +81-45-223-1111 **courriel:** www.itto@itto.int <http://www.itto.int/~V>

XXIII UIIRF: Le Congrès mondial de l'UIIRF se tiendra à Salt Lake City en octobre 2014. **dates:** 5-11 octobre 2014 **lieu:** Salt Lake City, Utah, Etats-Unis **contact:** UIIRF Secretariat **tél.:** +43-1-877-01-51-0 **télécopie:** +43-1-877-01-51-50 **courriel:** office@UIIRF.org **www:** www.UIIRF.org/events/congresses/2014/

GLOSSAIRE

AFF	Instance Forestière Africaine
CIFOR	Centre de recherche forestière internationale
RRFASS	Réseau de recherche forestière pour l'Afrique sub-saharienne
ICRAF	Centre international pour la recherche en agroforesterie
ITTO	Organisation Internationale des Bois Tropicaux
IUCN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UIIRF	Union Internationale des Organismes de Recherches Forestières
KEFRI	Institut Kenyan de Recherche Forestière
REDD+	Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, et le rôle de la conservation et de l'utilisation durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone
GDF	Gestion Durable des Forêts



Le chœur du Service forestier kenyan entretient les participants avec de la musique locale